

# MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY  
MORNING

All communications relative to the Municipal  
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN  
CITY HALL  
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin  
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL  
HOTEL DE VILLE  
MONTREAL

## DELIBERATIONS

### BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 17 novembre 1914, p.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président; MM. les Commissaires Ainey et Côté.

1.—(23772) Soumise une communication de l'Association des Tailleurs de Pierre, demandant de remettre à plus tard l'entrevue qui devait avoir lieu aujourd'hui.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'inviter ladite Association à rencontrer le Bureau, mardi, le 24 courant, à 3 hrs p.m.

2.—(23924) Soumis un rapport de l'Inspecteur en Chef des Tramways, au sujet d'une infraction au Règlement 210, commise le 13 courant, au coin des rues Craig et Berri.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner instructions au Département en Loi d'intenter des procédures contre la Compagnie des Tramways.

M. le Commissaire McDonald prend son siège.

3.—Soumise une communication de Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Montréal, suggérant de profiter de la première visite à Montréal de Son Eminence le Cardinal Bégin, depuis son élection au cardinalat, pour la recevoir officiellement à l'Hôtel-de-Ville, et inviter la population à venir lui présenter ses hommages.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De concourir dans cette suggestion et de recommander au Conseil le vote d'une somme de \$500, pour les fins de la réception à faire.

4.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant que M. R. Mercier, inspecteur, soit suspendu de ses fonctions, pour cause, pour une période de une semaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

### BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 17th November 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor Martin in the Chair, and Messrs Ainey and Côté, Commissioners.

1.—(23772) Submitted a communication from the Stone-Cutters Association, asking that the interview which was to take place this day be postponed.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said Association be invited to meet the Board on Tuesday, the 24th instant, at 3 p.m.

2.—(23924) Submitted a report from the Chief Tramway Inspector, anent an infraction of by-law 210, committed by the Tramways Co., on the 13th instant, corner of Craig and Berri streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Law Department be instructed to take legal proceedings against the Tramways Company.

Commissioner McDonald took his seat.

3.—Submitted a communication from His Grace the Archbishop of Montreal, suggesting that the civic authorities avail themselves of the first visit of His Eminence Cardinal Bégin, to Montreal, since his election as Cardinal, to tender to him an official reception at the City Hall, and to invite the public to come and pay their respects to him.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To approve of said suggestion and to recommend to Council that a sum of \$500 be voted for such reception.

4.—Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that Mr. R. Mercier, inspector, be suspended, for cause, for one week.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

5.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'offre de M. Alfred Pion, de faire certains travaux, en rapport avec l'égout-collecteur du quartier Emard, au prix de son contrat.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si la Ville a le droit de confier ce travail à M. Pion, sans demander de soumissions.

6.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, demandant au Bureau quel principe il a adopté pour l'exécution de travaux publics dans les rues qui ne sont pas les propriétés de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'informer que le Bureau croit devoir juger chaque cas à son mérite.

7.—(23165) Soumis un rapport du Département en Loi, en réponse à une interpellation du Conseil, en date du 5 août 1914, concernant le paiement d'une partie du coût des travaux de couverture de la Rivière Saint-Pierre, par le Gouvernement Fédéral.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil.

8.—(19990) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant de donner instructions au Département en Loi de prendre les procédures nécessaires pour forcer la Compagnie "Presto Heater Ltd.", à enlever ses réchauds, qui sont installés au Bain Laviolette.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de donner instructions au Département en Loi d'y donner suite.

9.—(23925) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un projet d'arrangement entre la Compagnie du Chemin de Fer du Grand-Tronc et la Cité de Montréal, en rapport avec la pose d'un tuyau d'égouts, en-dessous des voies de ladite Compagnie, à la rue Saint-Patrice.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer ledit arrangement.

10.—(21894) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la pose de 400 pieds de conduites d'eau de 8 pouces, dans la rue Hingston, au nord de l'avenue Notre-Dame de Grâce, au coût de \$1,100.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser la pose de ladite conduite, ladite somme devant être imputée sur le crédit voté pour la pose de conduites principales.

11.—(23906) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, transmettant la liste des employés temporaires partis pour la guerre, avec leur salaire correspondant, par semaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Directeur de l'Assistance Municipale.

12.—(21569) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un projet d'arrangement entre la Compagnie du Grand-Tronc et la Cité de Montréal, en rapport avec la pose d'une conduite d'eau, en-dessous des voies de ladite Compagnie, à la rue Shearer.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer ledit arrangement.

13.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Resolved: To concur in said report.

5.—Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, anent the offer made by Mr. Alfred Pion, to perform certain work in connection with the main sewer in Emard Ward at the price of his contract.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department in order to know if the City has the right to have said work performed by Mr. Pion, without calling for tenders.

6.—Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, asking the Board what principle they have adopted for public works in the streets which are not the City's property.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Board deem it advisable to consider each case separately.

7.—(23165) Submitted a report from the Law Department, in reply to a question put by a member of the Council on the 5th August 1914, concerning the payment of a part of the cost of covering River St. Peter, by the Federal Government.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council.

8.—(19999) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that instructions be given to the Law Department to take the necessary proceedings in order to compel the Presto Heater Ltd., to remove its heaters from the Laviolette Bath.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report and to give instructions to the Law Department to carry the same into effect.

9.—(23925) Submitted a report from the Law Department, transmitting a draft of agreement between the Grand Trunk Ry. Co. and the City of Montreal, in connection with the laying of a sewer under the said Company's tracks, in St. Patrick street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign said agreement.

10.—(21894) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that 400 feet of 8 inch water pipes be laid in Hingston street, north of Notre-Dame de Grâce avenue, at a cost of \$1,100.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the laying of said conduit be authorized, said sum to be charged against the appropriation voted for the laying of mains.

11.—(23906) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, transmitting the list of temporary employees who have gone to the front, with their weekly salary opposite their names.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the matter be referred to the Director of Municipal Assistance.

12.—(21569) Submitted a report from the Law Department, transmitting a draft of agreement between the Grand Trunk Ry. Co. and the City of Montreal, in connection with the laying of a water main under the tracks of said Company, on Shearer street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Mayor and the City Clerk be authorized to sign said agreement.

13.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

R. W. 169, 170; R. N. 339, 340, 341; R. E. 212, 1069, 35.

14.—(22801) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant de faire certains changements dans la redistribution des bureaux, de façon à donner un bureau au Surintendant Général de la Voirie, le tout au coût de \$165.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

15.—Soumises quatre séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$181,032.69, \$3,065.19, \$22,824.40, \$84,633.20, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

16.—(23916) Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant la remise à M. Isaïe Des Ormeaux, d'un dépôt de \$3,800, en rapport avec le contrat, pour la fourniture de pierre à bordure, en 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

17.—Soumis un rapport du Contrôleur et Auditeur de la Cité, déclarant que dans le réajustement des salaires, fait en juin dernier, il s'est glissé une erreur, à l'égard de M. J. Bourgouin, commis à la Cour de Lorimier, et recommandant que le salaire dudit M. Bourgouin soit réajusté pour l'année courante.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

18.—(23810) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, déclarant que M. R. Du Couédic, chauffeur du Département de la Voirie, a été suspendu de ses fonctions, pour cause, et recommandant de maintenir ladite suspension.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De maintenir la suspension de M. Du Couédic, suivant la recommandation du Député-Ingénieur en Chef.

19.—(20098) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet d'une plainte portée par les résidents du quartier Sainte-Marie, au sujet d'un empiètement sur la ruelle Provençal, déclarant que la Ville n'a pas le droit d'intervenir.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer les plaignants, en conséquence.

20.—(23529) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet d'une demande des propriétaires du Boulevard Westmount, pour une exemption de taxes.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, pour rapport d'urgence quant aux faits.

21.—(22921) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'existence de clôtures installées par les propriétaires, sur une lisière de terrain, appartenant à la Cité, et touchant au trottoir de l'avenue de Lorimier.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De tolérer l'existence desdites clôtures, pourvu que les propriétaires intéressés s'engagent, par écrit à tenir la Ville indemne de toutes responsabilités ou réclamations qui peuvent être faites contre elle, en rapport avec l'installation et l'entretien desdites clôtures, la Ville se réservant le droit d'ordonner l'enlèvement desdites clôtures en donnant un avis de 48 heures.

22.—(23321) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'obtention par la Ville d'un titre en rapport avec

Resolved: To approve of the following requisitions:

R. W. 169-170; R. N. 339-338-340-341; R. E. 212-1069-35.

14.—(22801) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that certain changes in the division of his offices so as to provide an office for the General Superintendent of the Road Department, the same to cost \$165.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report.

15.—Submitted four series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$181,032.69, \$3,065.19, \$22,824.40, \$84,633.20, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

16.—(23916) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that Mr. Isaïe Des Ormeaux be refunded a deposit of \$3,800 made in connection with his contract for the supply of curbstone in 1914.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the refund of said deposit.

17.—Submitted a report from the City Comptroller and Auditor, stating that when the salaries were readjusted, in June last, an error was committed as regards Mr. J. Bourgouin, clerk at the de Lorimier Yard, and recommending that the salary of the said Mr. Bourgouin be readjusted for the current year.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

18.—(23810) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, stating that Mr. R. DuCouédic, chauffeur of the Road Department, has been suspended, for cause, and recommending that said suspension be maintained.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To maintain the suspension of Mr. Du Couédic, as per the recommendation of the Deputy Chief Engineer.

19.—(20098) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer anent a complaint made by the residents of St. Mary Ward, re encroachment upon Provençal lane, stating that the City has not the right to interfere.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the complainants be informed accordingly.

20.—(23529) Submitted a report from the Law Department anent the application from proprietors of Westmount Boulevard for exemption from taxation.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Chief Engineer for an immediate report on the facts.

21.—(22921) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer anent the fences erected by the proprietors on a strip of land belonging to the City and contiguous to the sidewalk on de Lorimier avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To tolerate the existence of said fences, provided the interested proprietors bind themselves, in writing, to hold the City harmless against any responsibility or claims which may be made against it in connection with the erection or maintenance of said fences, the City reserving the right to order the removal of said fences by giving a 48 hours' notice.

22.—(23321) Submitted a report from the Law Department re title to be obtained by the City in connection

le paiement de sa part du coût de la construction du tunnel de l'avenue Des Carriés.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De déposer aux archives.

23.—(22676) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet du paiement du salaire de M. N. L. Chartier, durant le temps de sa maladie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'imputer le montant dudit salaire sur les crédits votés pour travaux publics dans la Division Ouest.

24.—(23912) Soumise une communication de MM. Dessaulles et Compagnie, au sujet du contrat de MM. Hénault & Heffernan, pour la construction d'un égout dans le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

25.—(23939) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de rembourser à la Bitulithic Paving Co., un dépôt de \$460, en rapport avec le pavage de la rue Mansfield, entre les rues Burnside et Sherbrooke.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

26.—(23761) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de référer au Ingénieur de la Ville, une interpellation du Conseil, au sujet de la connection des égouts et de l'enfouissement des fils dans les rues qui doivent être pavées.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, pour rapport sur la façon dont ces travaux se font.

27.—Soumise une requête, à l'effet de faire construire un édifice de bain, dans le quartier LaFontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux, pour rapport sur l'opportunité de faire droit à cette requête.

28.—(21438) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la demande des propriétaires des rues Saint-Hubert et Saint-André, pour être exemptés de payer le coût d'un égout, sur la rue Saint-Christophe.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer sur la table, jusqu'à ce que le Conseil ait transmis au Bureau le règlement qui règle cette question.

29.—(23944) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant une copie du contrat, entre MM. Norman M. McLeod et F. J. Jago Co., Ltd.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De déposer ledit contrat au dossier, mais que ce contrat, de même que son dépôt, entre les mains de la Ville, ne modifieront en aucune façon les droits et obligations respectifs des parties (de la Cité et de McLeod) et résultant des actes et conventions antérieurs.

30.—(23931) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant l'acceptation de quatre tracteurs-automobiles, reçus de la maison W. E. Seagrave.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

31.—(23930) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant de faire droit à la demande de

with the payment of its share of the cost of the construction of the Descarriés avenue tunnel.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be filed of record.

23.—(22676) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer anent the payment of the salary of Mr. N. L. Chartier, during the time he was ill.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the amount of the said salary be charged against the appropriations voted for public works in the Western Division.

24.—(23912) Submitted a communication from Messrs Dessaulles & Co., anent Messrs Hénault & Heffernan's contract, for the laying of a sewer in Mount Royal Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

25.—(23939) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that the Bitulithic Paving Co. be refunded a deposit of \$460 made in connection with the paving of Mansfield street, between Burnside and Sherbrooke streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

26.—(23761) Submitted a report from the Law Department, recommending that the question put by a member of Council anent the connection of sewers and the placing of wires under ground in the streets which are to be paved, be referred to the City Engineer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer, for a report as to how the said work is being performed.

27.—Submitted a petition asking that a bath be erected in La Fontaine Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Municipal Buildings for a report as to the advisability of granting said request.

28.—(21438) Submitted a report from the Law Department anent the petition from proprietors on St. Hubert and St. André streets, asking that they be exempted from paying the cost of the sewer laid on St. Christophe street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be laid on the table, until the Council has transmitted to this Board the by-law which settles this question.

29.—(23944) Submitted a report from the Law Department, transmitting a copy of the contract, between Messrs Norman M. McLeod and F. J. Jago Co., Ltd.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said contract be filed of record, but the said contract and the depositing of the same with the City shall not modify in any wise the reception rights and obligations of the parties (the City and McLeod), resulting from previous deeds and agreements.

30.—(23931) Submitted a report from the Chief of the Fire Department recommending that four automobile tractors received from the W. E. Seagrave Co., be accepted.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

31.—(23930) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that the W. E. Sea-

la Compagnie W. E. Seagrave, de changer son dépôt actuel de \$8,450, pour un dépôt de \$2,450, vu que ladite Compagnie a déjà livré 8 des neuf appareils qui lui ont été ordonnés.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est  
Résolu: D'approuver ledit rapport.

32.—(23186) Soumis le dossier, au sujet de la suggestion qui a été faite, de changer le nom du Square Phillips, par celui de Square King Edward.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que le Bureau ne croit pas devoir recommander tel changement, attendu que la plupart des intéressés se sont opposés.

33.—(23903) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la construction d'un égout, dans la rue Cartier, entre la rue Daniel et l'égout existant, au coût de \$35,800, payable \$330 par la Ville et \$35,470 par les propriétaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme, pour la construction dudit égout à la journée.

34.—(23766) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la construction d'un égout, dans la rue Frontenac, entre le Boulevard Rosemont et la rue Daniel, au coût de \$34,000, payable \$575 par la Ville et \$35,425 par les propriétaires intéressés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme, pour la construction dudit égout, à la journée.

35.—Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de payer à M<sup>re</sup> Dessaulles, Garneau & Vanier, avocats des requérants Lacombe, sur l'injonction prise contre la Cité, pour empêcher la construction de l'égout-collecteur sur le Chemin de la Côte-des-Neiges, les frais taxés contre la Ville, savoir:

\$58.70 sur chacune des trois requêtes en injonction, soit un total de \$170.10.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil en conséquence.

36.—(23911) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant d'appliquer une somme de \$1,100, à être prise à même la balance disponible du crédit voté pour réparations spéciales aux pompes, à payer le coût de l'installation d'un condensateur à la station de pompe de la rue Mill.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

37.—(23800) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant les comptes des témoins experts de la Cité, dans l'expropriation, pour l'ouverture de la rue Sherbrooke, entre les rues Fullum et Aylwin, savoir:

Georges Beausoleil . . . . .	\$200
J. Findlay . . . . .	190

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De recommander au Conseil le paiement desdits comptes.

38.—(23920) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de payer à M. David R. Brown, architecte, une somme de \$75, représentant ses honoraires, comme témoins de la Ville, dans la cause de Janot dit Lachapelle vs La Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

grave Company's application to substitute their present deposit of \$8,450 for a deposit of \$2,450, be granted, as the said Company has already delivered eight out of the nine apparatus which have been ordered.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

32.—(23186) Submitted the documents anent the suggestion which has been made, to change the name of Phillips Square, to that of King-Edward Square.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That this Board does not deem it advisable to recommend such change, as most of the interested parties have objected thereto.

33.—(23903) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending the construction of a sewer, in Cartier street, between Daniel street and the existing sewer, at a cost of \$35,800, payable \$330 by the City and \$35,470 by the proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum be voted for the construction of the said sewer by day labor.

34.—(23966) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a sewer be laid in Frontenac street, between Rosemont Boulevard and Daniel street, at a cost of \$34,000, payable \$575 by the City and \$33,425 by the interested proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the laying of the said sewer, by day labor.

35.—Submitted a report from the Law Department, recommending that M<sup>res</sup> Dessaulles, Garneau & Vanier, attorneys for the petitioners Lacombe, anent the injunction taken against the City, to prevent the laying of a main sewer in Côte-des-Neiges Road, the costs taxed against the City, viz.:

\$58.70 on each of the three petitions for injunction, forming a total of \$176.10.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

36.—(23911) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a sum of \$1,100 be taken out of the available balance of the appropriation voted for special repairs to pumps, and applied to the payment of the cost of installing a condensor at the Mill street Pumping Station.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

37.—(23800) Submitted a report from the Law Department, transmitting the accounts of the City's expert witnesses, re expropriation, for the opening of Sherbrooke street, between Fullum and Aylwin streets, viz.:

Georges Beausoleil . . . . .	\$200
J. Findlay . . . . .	190

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending the payment of the said accounts.

38.—(23920) Submitted a report from the Law Department, recommending that Mr. David R. Brown, architect, be paid a sum of \$75, representing his fees, as the City's witness, in re Janot, dit Lachapelle vs La Cité.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

39.—(23943) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de l'action prise contre la Cité par M. Elzéar Rivet, en payant au demandeur une somme de \$125, et à son procureur, M<sup>re</sup> Charlemagne Rodier, une somme de \$97.70, pour ses frais.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil en conséquence.

40.—(23893) Soumis un rapport du Contrôleur et Auditeur de la Cité, recommandant de reverser au Fonds d'Emprunt des crédits au montant de \$111,000, suivant détails mentionnés dans la liste annexée audit rapport.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

41.—(23914) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de changer les lignes homologuées actuelles des rues Fabre, Marquette et Papineau, tel qu'indiqué sur le plan annexé audit rapport.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil de donner instructions au Département en Loi de prendre les procédures nécessaires pour donner suite à ladite recommandation.

42.—(23672) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant copie du protêt signifié à la Compagnie "Saraguay Electric & Water Co." (Montreal Public Service Corporation).

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil, pour son information.

43.—(23581) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, en réponse à une interpellation de l'échevin Létourneau, au sujet des améliorations qui pourraient être faites au système d'ascenseurs.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil, pour son information.

44.—(20243) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant d'accepter l'offre de la "Greater Montreal Land Investment Co., Ltd.", de céder à la Cité, gratuitement, et sans conditions, la partie des rues Garnier, Mayrand, Légaré, Lamothe, 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> Avenue.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

45.—(23580) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, en réponse à une interpellation de l'échevin Elie, concernant la transformation du bain Dagenais-Turner, en bain d'hiver.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil.

46.—(23303-23938) Soumis des rapports du Département en Loi, et de l'ingénieur en Charge du Transport, en réponse à une résolution du Conseil, concernant l'élévation des voies de la Compagnie du Grand-Tronc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De transmettre lesdits rapports au Conseil.

47.—(23937) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le vote d'un crédit de \$865, pour payer le coût de la construction d'un tambour, en tôle galvanisée, à l'entrée de la chambre des chaudières, à la station de pom-

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

39.—(23943) Submitted a report from the Law Department, recommending the settlement of an action taken against the City, by Mr. Elzéar Rivet, by paying to the plaintiff a sum of \$125, and to his attorney, M<sup>re</sup> Charlemagne Rodier, a sum of \$97.70 for his costs.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

40.—(23893) Submitted a report from the City Comptroller and Auditor, recommending that appropriations to the amount of \$111,000 be returned to the Loan Fund, as per details mentioned in the list annexed to the said report.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

41.—(23914) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that the present homologated lines on Fabre, Marquette and Papineau streets be changed, as indicated on the plan annexed to the said report.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that instructions be given to the Law Department to take the necessary proceedings in order to have the said recommendation carried into effect.

42.—(23672) Submitted a report from the Law Department, transmitting copy of a protest served upon "The Saraguay Electric & Water Co." (Montreal Public Service Corporation).

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council for its information.

43.—(23581) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings in reply to a question put by Ald. Létourneau, anent the improvements which could be made to the elevator system.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council for its information.

44.—(20243) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that the offer of "The Greater Montreal Land Investment Co. Ltd." to cede to the City, gratuitously and unconditionally, that part of Gagnier, Mayrand, Légaré, Lamothe streets, 14th and 15th Avenues, be accepted.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

45.—(23580) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings in reply to a question put by Ald. Elie, anent the transformation of the Dagenais-Turner bath into a winter bath.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council.

46.—(23303-23938) Submitted reports from the Law Department and the Engineer in charge of transportation, in reply to a resolution of Council, anent the elevated tracks of the Grand Trunk Railway Company.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said reports be transmitted to Council.

47.—(23937) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that an appropriation of \$865 be voted to pay the cost of the construction of a galvanized iron vestibule, at the entrance of the boiler room

pe du Bas-Niveau, ainsi que de l'achat d'un calorimètre et de l'outillage, pour l'examen et les essais de charbon.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

48.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De recommander au Conseil de voter des sommes de \$250 et \$138.30, pour être remboursées à M. F. D. Beausoleil, l'un des percepteurs de la taxe d'eau, qui a été condamné à payer lesdites sommes à Mme E. Nichols, à titre de dommages et frais.

49.—(22077) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la construction d'un égout, dans l'avenue Lakeview, via l'avenue Cedar Crescent, entre le Chemin Queen Mary et les limites de Westmount, au prix de \$30,000 payable \$540 par la Ville et \$29,460 par les propriétaires intéressés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme pour la construction dudit égout, à la journée.

50.—(21894) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la construction d'un égout, dans l'avenue Hingston, de l'avenue Church à Chemin de la Côte Saint-Luc, au coût de \$35,300, payable comme suit: \$500 par la Cité et \$34,800 par les propriétaires intéressés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme pour la construction dudit égout à la journée.

51.—(23135) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de la réclamation de M. Séraphin Lorrain, pour la valeur d'une lisière de terrain, dont la Ville se serait emparée en 1909, pour la construction d'un trottoir.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de recommander au Conseil le vote d'une somme de \$390 pour cette fin.

52.—(23940) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant que l'avenue Elleslie, soit inscrite et décrite comme rue publique dans le registre des rues publiques de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

53.—(23941) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant que la partie de la rue Fabre, située entre l'avenue Mont-Royal et la rue Gilford, soit inscrite et décrite comme rue publique dans le registre des rues publiques de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

54.—Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, recommandant de permettre à M. F. Quevillon, de garder en place une marquise ou auvent fixe, au-dessus du trottoir de la rue Beaubien, en face de sa propriété.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil en conséquence.

at the Low Level Pumping Station as well as for the purchase of a calorimeter and implements for examination and test of coal.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

48.—(23219) On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the sums of \$250 and \$138.30 be refunded to Mr. F. D. Beausoleil, one of the water collectors, who has been condemned to pay the said sums to Mr. M. E. Nichols, for damages and costs.

49.—(22077) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a sewer be constructed in Lakeview avenue, via Cedar Crescent avenue, between Queen Mary Road and the limits of Westmount, at a price of \$30,000, payable \$540 by the City and \$29,460 by the interested proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the laying of the said sewer, by day labor.

50.—(21894) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a sewer be laid in Hingston avenue, from Church avenue to Côte Saint-Luc Road, at a cost of \$35,000, payable as follows: \$500 by the City and 34,800 by the interested proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the construction of said sewer, by day labor.

51.—(23135) Submitted a report from the Law Department, recommending that Mr. Seraphin Lorrain's claim, for the value of a strip of land which the City took possession of in 1909 for the laying of a sidewalk, be settled.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report and to report to Council, recommending that a sum of 390 be voted for such purpose.

52.—(23940) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that Elleslie avenue be inscribed and described as a public street in the register of public streets of the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

53.—(23941) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that that part of Fabre street, situated between Mount-Royal avenue and Gilford street, be inscribed and described as a public street in the register for public streets of the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

54.—Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, recommending that Mr. F. Quevillon be allowed to maintain a marquise or fixed awning over the sidewalk of Beaubien street, in front of his property.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report and to report to Council accordingly.

55.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de prendre une somme de \$1,000 sur la balance disponible du crédit voté pour matériel roulant et outils, Division Nord; et d'appliquer ladite somme au paiement du coût de l'aménagement nécessaire dans un hangar appartenant au Département de la Voirie, Division Est, pour remiser 4 des automobiles de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

56.—Le Bureau continue l'étude du Budget, et

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée à mercredi, le 18 courant, à 8.15 p.m., pour continuer l'étude du Budget.

L. N. SENEAL,  
Secrétaire.

55.—Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a sum of \$1,000 be varied from the available balance of the appropriation voted for: Rolling stock and tools, North Division, and applied to the payment of the cost of the necessary equipment of a shed belonging to the Road Department, East Division, for housing 4 of the City's automobiles.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

56.—The Board proceeded to study the Budget, and

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 18th instant, at 8.15 p.m., to continue the study of the Budget.

L. N. SENEAL,  
Secretary.



**COMMISSION SPECIALE****au sujet du vote de certains crédits pour les Départements de l'Aqueduc et des Egouts.**

Compte rendu de l'assemblée du 17 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Bastien, O'Connell, Turcot et Giroux.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et confirmé.

La Commission reprend en considération le rapport du Bureau des Commissaires, recommandant qu'une somme de \$44,327 soit votée, relativement à l'agrandissement de l'Aqueduc.

A ce sujet, soumis et lu un rapport du Contrôleur et Auditeur de la Cité, indiquant la manière dont ont été dépensés les derniers crédits votés pour cette fin.

Après discussion, il est

Résolu: De soumettre au Conseil un rapport recommandant que le rapport du Bureau des Commissaires soit amendé en y remplaçant la somme de \$4,327 demandée par celle de \$17,000 devant être répartie comme suit: salaire du personnel re travaux d'agrandissement de l'Aqueduc, \$100; complètement des travaux de protection de la conduite, \$7,000; d'attirer l'attention du Bureau des Commissaires sur le fait que le nombre des employés chargés de surveiller les travaux en question, ne correspond pas au nombre de positions pour lesquelles on demande que des salaires soient votés; d'exprimer aussi l'opinion que, dans la nomination de ces employés, la préférence devrait être donnée à des contribuables de Montréal et non à des étrangers, comme la chose s'est produite dans certains cas; d'informer aussi le Bureau des Commissaires que cette Commission est d'avis que les salaires payés actuellement à ces employés sont suffisants, et de prier ledit Bureau de faire en sorte qu'ils ne soient pas augmentés.

Etant pris en considération le rapport du Bureau des Commissaires demandant qu'une somme de \$5,500 pour la construction d'un bâtiment pour les pompes de l'égout du Bassin Elgin.

A ce sujet, soumis et lus ses rapports (1) de l'Ingénieur-Surintendant du Département des Egouts, déclarant que la somme de \$5,500 demandée est destinée à parfaire le montant requis pour la construction du bâtiment en question; (2) du Contrôleur et Auditeur de la Ville, déclarant qu'une somme de \$6,300 a déjà été votée pour les mêmes fins et que cette somme est disponible.

Il est alors

Résolu: De recommander au Conseil que le rapport du Bureau des Commissaires soit adopté, mais en attirant néanmoins l'attention de ce dernier sur le fait que le rapport tel que rédigé, demande simplement un crédit de \$5,500 sans spécifier qu'une somme est déjà disponible pour la même fin et que ce fait était de nature à induire le Conseil en erreur; et de prier de plus le Bureau des Commissaires de faire en sorte qu'à l'avenir ses rapports contiennent tous les renseignements et les détails nécessaires.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,  
Secrétaire.

**SPECIAL COMMITTEE****"re" certain appropriations applied for by the Water and Sewers Departments.**

Report of meeting held on the 17th November 1914.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Bastien, O'Connell, Turcot and Giroux.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

The Committee again considered the report from the Board of Commissioners, recommending that an appropriation of \$44,327 be voted for the enlargement of the Aqueduct.

In this connection, submitted and read a report from the City Comptroller and Auditor, indicating how were spent the last appropriations voted for such purpose.

And a debate arising, it was

Resolved: To report to Council, recommending that the report of the Board of Commissioners be amended by replacing the sum of \$44,327 asked for by that of \$17,000 to be apportioned as follows: Salary of the staff re enlargement of the Aqueduct, \$10,000; Completion of works for the protection of the conduit, \$7,000; To call the attention of the Board of Commissioners to the fact that the number of employees appointed to supervise the works in question does not correspond with the number of positions for which it is asked that salaries be voted; To express, furthermore, the opinion that, in the appointment of said employees, preference should be given to ratepayers of Montreal and not to strangers, as was done in certain cases; Also, to inform the Board of Commissioners that this Committee is of opinion that the salaries now paid to said employees is sufficient, and to request said Board not to increase the same.

The report from the Board of Commissioners, asking for a sum of \$5,500 for the erection of a building for the pumps of the Elgin Basin sewer, being considered,

In this connection, submitted and read reports (1) from the Superintendent Engineer of the Sewers Department, stating that the sum of \$5,500 asked for is intended to make up the sum required for the construction of the building in question; (2) from the City Comptroller and Auditor, stating that a sum of \$6,300 has already been voted for the same purposes and that said sum is available.

It was then

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the report from the Board of Commissioners be adopted, but that the attention of the latter be however called to the fact that the report as drafted, merely asks for an appropriation of \$5,500, without specifying that a sum is already available for the same purpose and that this fact was calculated to mislead the Council; and, furthermore, that the Board of Commissioners be requested to see that, hereafter, their reports contain all the information and details required.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,  
Secrétaire.

## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 18 novembre 1914.

Son Honneur le Maire, M. Martin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne et MM. Ainey, Côté, Hébert et McDonald, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

### REQUETES.

1.—De M. Joseph Rhéaume, à l'effet d'ériger une bâtisse au Boulevard Rosemont.

2.—Du Conseil des Métiers et du Travail, re gages des journaliers.

3.—De M. le Curé de la paroisse de Sainte Cécile, demandant que le nom de la rue Rolette soit changé.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

4.—De la Société des Numismates et Antiquaires, protestant contre le changement de nom du Square Phillips.

Déposée aux archives.

5.—Interrogatoires sur faits et articles dans la cause No 3889 C. S. M., dans laquelle Dame Marie Loiselle est demanderesse et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que M. Laurent Olivier David, Greffier de la Cité, résidant à Montréal, un des officiers de la Cité de Montréal, soit chargé comme son procureur spécial à cet effet, de donner pour et au nom de ladite Cité de Montréal, aux interrogatoires annexés à l'ordre sur faits et articles dans la cause susmentionnée, les réponses suivantes comme étant celles que ladite Cité de Montréal entend donner, et que ledit Laurent Olivier David es-dite qualité devra donner et affirmer:

A l'interrogatoire 1er: Oui.

A l'interrogatoire 2e: Non.

A l'interrogatoire 3e: Non.

A l'interrogatoire 4e: Non.

6.—Jugement (1) ordonnant l'effacement de la ligne homologuée d'une partie de la rue Amherst; (2) établissement de lignes homologuées dans les rues Henri Julien et Drolet.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits jugements soient déposés aux archives et que copies en soient transmises à l'inspecteur de la Cité.

### CONTRAT.

7.—Contrat et arrangement entre la Cité de Montréal et la Montreal & Southern Counties Ry. Co.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit contrat soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à le signer pour et au nom de la Cité.

## CITY COUNCIL

Report of special meeting held on the 18th November, 1914.

His Worship the Mayor, Mr. Médéric Martin in the chair.

Present: Aldermen Lapointe, L. A., Lapointe, N., Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, and Messrs. Ainey, Côté, Hébert and McDonald, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

### PETITIONS.

1.—From Mr. Joseph Rhéaume to erect a temporary building on Rosemont Boulevard.

2.—From Central Trades and Labor Council re laborers' wages.

3.—From Parish Priest of Ste. Cécile, asking that the name of Rolette street be changed.

Referred to the Board of Commissioners.

4.—From the Antiquarian and Numismatic Society protesting against the change of name of Phillips Square.

Filed of record.

5.—Interrogatories on Faits et Articles in case No. 3889 S.C.M., in which Dame Marie Loiselle is plaintiff and the City of Montreal defendant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That Mr. Laurent Olivier David, City Clerk, residing at Montreal, one of the officers of the said City of Montreal, be instructed, as its special Attorney to that effect, to give for and on behalf of the said City of Montreal, to the Interrogatories annexed to the order on articulated facts in the above mentioned case, the following replies as being those which the said Laurent Olivier David in his above capacity shall give and affirm:

To the 1st interrogatory: Yes.

To the 2nd interrogatory: No.

To the 3rd interrogatory: No.

To the 4th interrogatory: No.

6.—Judgments (1) ordering erasure of homologated line of part of Amherst street, (2) establishment of homologated lines on Henri Julien and Drolet streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said judgments be filed of record and that copies thereof be transmitted to the City Surveyor.

### CONTRACT.

7.—Contract and agreement between the City of Montreal and the Montreal & Southern Counties Ry. Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said contract be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

## RAPPORTS.

8.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de reverser au Fonds d'Emprunt une somme de \$100,468.25 votée pour la construction de trottoirs.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

9.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de reverser au Fonds d'Emprunt une somme de \$107,468.25 votée pour la construction de trottoirs.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MAYRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

10.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de reverser au Fonds d'Emprunt un montant de \$111,000.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

11.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement de la somme de \$100 pour réparer le mur du poste des pompiers No 14.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BLUMENTHAL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, étant présents le nombre de membres excédant la majorité absolue requise par la loi.

Son Honneur le Maire ayant laissé la Salle du Conseil, M. l'échevin Houlé, Maire-Suppléant, occupe le fauteuil présidentiel.

12.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement de la somme de \$500 pour l'achat de plans de la Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, le nombre de membres présents excédant la majorité absolue requise par la loi.

13.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement de la somme de \$500 pour le Département de la Papeterie.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. RUBENSTEIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, le nombre de membres présents excédants la majorité absolue requise par la loi.

14.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re construction d'un garage municipal.

15.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re expropriation annuelle, rue Logan.

16.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re voies élevées de la Compagnie du Grand-Tronc.

17.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re bain public Dagenais-Turner.

18.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re ascenseurs de l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et que copies en soient transmises aux échevins intéressés.

19.—Du Bureau des Commissaires, re clôture rue Mance pour fins d'annonces.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

20.—Du Bureau des Commissaires, re inspection des ascenseurs.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

## REPORTS.

8.—From Board of Commissioners, to return to loan fund a sum of \$88,238 for the construction of sidewalks.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

9.—From the Board of Commissioners, to return to loan fund a sum of \$107,468.25 voted for the construction of sidewalks.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

10.—From Board of Commissioners, to return to loan fund an amount of \$111,000.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

11.—From Board of Commissioners, to vary a sum of \$100 to repair wall at No. 14 Fire Station.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BLUMENTHAL, it was

Resolved: That said report be received and adopted, the number of members present exceeding the absolute majority required by law.

His Worship the Mayor having left the Council Chamber, Ald. Houlé, Acting Mayor, took the chair.

12.—From the Board of Commissioners, to vary a sum of \$500 for the purchase of plans of the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted, the number of members present exceeding the absolute majority required by law.

13.—From Board of Commissioners, to vary a sum of \$500 for the Stationery Department.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. RUBENSTEIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted, the number of members present exceeding the absolute majority required by law.

14.—From Board of Commissioners, replying to a question re construction of a municipal garage.

15.—From Board of Commissioners, replying to a question re annual expropriation, Logan street.

16.—From Board of Commissioners, replying to a question re elevation of G. T. R. Co.'s tracks.

17.—From Board of Commissioners, replying to a question re Dagenais-Turner public bath.

18.—From Board of Commissioners, replying to a question re City Hall elevators.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and that copies thereof be transmitted to the Aldermen interested.

19.—From Board of Commissioners, re advertising sign on fence, Mance street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

20.—From Board of Commissioners, re elevator inspection.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

21.—Du Bureau des Commissaires, re inspection des fils électriques.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. THERRIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre de cession de la rue "Woodbury Circle."

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ROCHON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Montreal Light Heat & Power Co. de planter des poteaux dans la rue Duvernay et l'avenue Oxford.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BLUMENTHAL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

24.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Montreal Light, Heat & Power Co. de planter des poteaux dans certaines rues.

25.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'établir un arrêt de tramways rue York.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BARBEAU, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

26.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre de la Greater Montreal Land Co. de céder certaines rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. PAUZE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

27.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de changer la ligne homologuée des rues Fabre, Marquette et Papineau.

Le Bureau des Commissaires ayant prié le Conseil de lui permettre de retirer ledit rapport,

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ST-PIERRE, il est

Résolu: Que ledite demande du Bureau des Commissaires soit accordée.

Ledit rapport est, en conséquence, retiré.

28.—Du Bureau des Commissaires, soumettant un avis qu'il a envoyé à la Saraguay Electric Co., re éclairage des rues de Tétreaultville.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit déposé aux archives.

Son Honneur entre dans la Salle du Conseil et occupe le fauteuil de la présidence.

29.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que certaines expropriations annuelles se montant à \$111,679.80 soient faites.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

30.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$50,000 pour la pose de conduites d'eau.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

31.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$35,800 pour la construction d'un égout dans la rue Cartier.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

32.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$35,300 pour la construction d'un égout dans l'avenue Hingston.

M. l'éch. MAYRAND, appuyé par M. l'éch. MENARD,

Propose: Que ledit rapport soit rejeté.

M. l'éch. MACDONALD, appuyé par M. l'éch. BLUMENTHAL, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit adopté.

21.—From Board of Commissioners, re inspection of electric wires.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. THERRIEN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

22.—From Board of Commissioners, to accept the cession of Woodbury Circle street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROCHON, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

23.—From Board of Commissioners, to allow the M. L. H. & P. Co. to erect poles in Duvernay street and Oxford avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BLUMENTHAL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

24.—From Board of Commissioners, to allow the M. L. H. & P. Co. to erect poles in certain streets.

25.—From Board of Commissioners, to establish a car-stop corner of York street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BARBEAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

26.—From Board of Commissioners, to accept the cession of certain streets from the Greater Montreal Land Investment Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PAUZE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

27.—From Board of Commissioners, to change the homologated line of Fabre, Marquette and Papineau streets.

The Board of Commissioners having requested the Council leave to withdraw said report,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That said request of the Board of Commissioners be granted.

Said report was accordingly withdrawn.

28.—From Board of Commissioners, submitting notice sent to Saraguay Electric Co. re lighting of streets in Tétreaultville.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said report be filed of record.

His Worship the Mayor entered the Council Chamber and took the chair.

29.—From the Board of Commissioners, recommending certain annual expropriations amounting to \$111,679.80.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

30.—From Board of Commissioners, to vote \$50,000 for laying water mains.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

31.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$35,800 for the construction of a sewer in Cartier street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

32.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$35,300 for the construction of a sewer in Hingston avenue.

Ald. MAYRAND moved, seconded by Ald. MENARD, That said report be rejected.

Moved in amendment by Ald. MACDONALD, seconded by Ald. BLUMENTHAL, That said report be adopted.

Et, un débat s'engageant,

M. l'éch. MENARD, appuyé par M. l'éch. HOULE, propose en

Sous-amendement: Que ledit rapport soit référé à une Commission Spéciale composée de MM. les échevins Macdonald, Mayrand, Lavergne, Elie et Rochon, pour étude et rapport à la prochaine assemblée du Conseil.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage.

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—28.

Contre: Macdonald, Blumenthal, Hushion—3.

Ainsi il est adopté et il est

Résolu: En conséquence.

33.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$34,000 pour la construction d'un égout dans la rue Frontenac.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LAVERGNE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

34.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$30,000 pour la construction d'un égout dans l'avenue Lakeview.

35.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre de M. Camille Légaré, re cession d'un terrain, Chemin de la Côte-des-Neiges.

36.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$4,000 pour acheter un terrain de Madame A. Goyer, re élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges.

37.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre de M. A. Girard, de céder un terrain, re élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges.

38.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire des égouts dans les rues Apple et Swail.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$176.10 pour payer le compte de MM. Dessaulles, Garneau & Vanier.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit additionnel de \$35, re achat de terrain de MM. Lacombe.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ROCHON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

41.—Du Bureau des Commissaires, pour un crédit additionnel de \$2,960 pour impression et papeterie.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

42.—Du Bureau des Commissaires, demandant de voter \$2,132 pour payer les honoraires du Shérif.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

43.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$1,677, re Dame Mary Ann Salmon vs La Cité de Montréal.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. RUBENSTEIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

44.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$1,200 pour régler certaine action de Paul Louis Turgeon vs La Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

45.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$1,197.15, re cause de J. B. Chevalier vs La Cité.

And, a debate arising,

Moved in sub-amendment by Ald. MENARD, seconded by Ald. HOULE,

That said report be referred to a Special Committee composed of Ald. Macdonald, Mayrand, Lavergne, Elie and Rochon, for examination and report for the next meeting of the Council.

Said sub-amendment being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne. — 28.

Nays: Macdonald, Blumenthal, Hushion. — 3.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

33.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$34,000 for the construction of a sewer in Frontenac street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVERGNE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

34.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$30,000 for the construction of a sewer in Lakeview avenue.

35.—From Board of Commissioners, to accept the offer of Mr. Camille Légaré re cession of land, Côte des Neiges Road.

36.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$4,000 to purchase land from Mme A. Goyer, re widening of Côte des Neiges Road.

37.—From Board of Commissioners, to accept the offer of Mr. A. Girard to cede land re widening Côte des Neiges Road.

38.—From Board of Commissioners, to construct sewers in Apple and Swail streets.

39.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$176.10 to pay account of Messrs. Dessaulles, Garneau and Vanier.

40.—From Board of Commissioners, for an additional appropriation of \$35 re purchase of land from Messrs. Lacombe.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROCHON, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

41.—From Board of Commissioners, for an additional appropriation of \$2,960 for printing and stationery.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

42.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$2,132 to pay Sheriff's fees.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

43.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$1,677 re Dame Mary Ann Salmon vs the City of Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. RUBENSTEIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

44.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$1,200 to settle certain action of Mr. Paul Louis Turgeon vs. the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

45.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$1,197.15 re case of Mr. J. B. Chevalier vs. the City.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MAYRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

46.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,100 pour acheter un condenseur aux pompes de la rue Mill.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, le nombre des membres présents excédant la majorité absolue requise par la loi.

47.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$865 pour faire faire une entrée à la chambre des chaudières, à la station du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ELIE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

48.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$754.23, re cause de M. I. D. Louisy vs La Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

49.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$498.36, re cause de Mlle K. Hasley vs La Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

50.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$390 pour régler la réclamation de M. S. Lorrain.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LAVERGNE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

51.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler la cause de Dame M. E. Nichols vs F. D. Beausoleil.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

52.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$379.50, à l'effet de payer M. John Dion, re expropriations annuelles 1913.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BASTIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

53.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$222.70, pour régler la cause de M. Elzéar Rivet vs La Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. GIROUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

54.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$21,383.18 pour régler les réclamations, re rupture de l'égout de la rue Mill.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ELIE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

55.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$95, re égout, Refuge Meurling.

56.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer le salaire de M. O. Lavallée dit Jutras.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LORANGER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

57.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$50 pour payer un compte de M. J. P. B. Casgrain.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

58.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$385.37 pour payer les comptes des Commissaires, re expropriation de la rue Boucher.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

46.—From Board of Commissioners, to vary a sum of \$1,100 for a condenser, Mill street Pumping Station.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted, the number of members present exceeding the absolute majority required by law.

47.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$865 for an entrance to boiler room, Low Level Station.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ELIE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

48.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$754.23 re case of Mr. I. D. Louisy vs. the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

49.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$498.36 re case of Miss K. Hasley vs. the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

50.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$390 to settle claim of Mr. S. Lorrain.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVERGNE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

51.—From Board of Commissioners, to settle case of Dame M. E. Nichols vs. Mr. F. D. Beausoleil.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

52.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$379.50 to pay Mr. John Dion re annual expropriation of 1913.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

53.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$222.70 to settle case of Mr. Elzéar Rivet vs. the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

54.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$21,383.18 to settle claims arising from recent bursting of Mill street sewer.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ELIE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

55.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$95 re sewer, Meurling refuge.

56.—From Board of Commissioners, to pay salary of Mr. O. Lavallée dit Jutras.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LORANGER, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

57.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$50 to pay account of Mr. J. P. B. Casgrain.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

58.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$385.37 to pay accounts of Commissioners re expropriation of Boucher street.

59.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'inscrire une partie de la rue Fabre comme rue publique.

60.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. F. Quevillon de maintenir une marquise en place.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

61.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'inscrire la rue Elleslie comme rue publique.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. PAUZE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

62.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$75 pour payer un compte de M. David R. Brown.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

63.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$300, pour payer les comptes de MM. Georges Beausoleil et J. Finlay.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit rejeté pour le moment et que le Bureau des Commissaires soit prié de demander aux Avocats de la Cité, si les services des deux experts que l'on recommande de payer ont été retenus par la Cité et si les montants chargés sont raisonnables et si la Ville est tenue légalement de payer ces montants.

64.—Du Bureau des Commissaires, demandant certains crédits pour régler les causes de MM. Giguère, Larivière & Cie vs La Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. CHARTRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

65.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$500 pour organiser une réception officielle en l'honneur de Son Eminence le Cardinal Bégin.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

66.—Du Bureau des Commissaire, demandant un crédit de \$240, à l'effet de payer un compte de M. G. H. Semple, Recorder-Suppléant,

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que la Règle III soit suspendue et que ledit rapport soit reçu et adopté.

67.—De la Commission Spéciale nommée pour étudier le rapport du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$44,327 pour l'agrandissement de l'Aqueduc.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. GIROUX, il est

Résolu: Que le rapport du Bureau des Commissaires, tel qu'amendé par celui de la Commission Spéciale soit reçu et adopté.

68.—De la Commission Spéciale nommée pour étudier le rapport du Bureau des Commissaires demandant un crédit de \$5,500, re bâtiment pour les pompes de l'égout du Bassin Elgin.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. TURCOT, il est

Résolu: Que les rapports du Bureau des Commissaires et de la Commission Spéciale maintenant devant le Conseil soient adoptés.

Son Honneur le Maire entre dans la Salle du Conseil et occupe le fauteuil de la présidence.

69.—De la délégation nommée par le Conseil pour visiter certaines villes, re inconvénients causés par les abattoirs.

Sur proposition de M. l'éch. MAYRAND, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit publié dans le "Bulletin Municipal" et que copie en soit transmise au Bureau des Commissaires, attirant l'attention dudit Bureau sur les conclusions dudit rapport et priant le Bureau d'adopter toutes

59.—From Board of Commissioners, to inscribe part of Fabre street as a public street.

60.—From Board of Commissioners, to allow Mr. F. Quevillon to maintain a marquise.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

61.—From Board of Commissioners, to inscribe Elleslie street as a public thoroughfare.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PAUZE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

62.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$75 to pay account of Mr. David R. Brown.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

63.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$300 to pay accounts of Messrs. Georges Beausoleil and J. Finlay.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That said report be rejected for the present and that the Board of Commissioners be requested to ask the Law Department if the services of said experts were retained by the City and if the amount charged for fees are reasonable, and if the City is legally held to pay the same.

64.—From Board of Commissioners, for certain appropriation to settle cases of Messrs. Giguère, Larivière & Co. vs. the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CHARTRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

65.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$500 to organize an official reception to His Eminence Cardinal Bégin.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

66.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$240 to pay account of Mr. G. H. Semple, Acting Recorder.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That Rule III be suspended and that said report be received and adopted.

67.—From Special Committee appointed to look into report of the Board of Commissioners for an appropriation of \$44,327 for the enlargement of the aqueduct.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That the report of the Board of Commissioners, as amended by the report of the Special Committee, be received and adopted.

68.—From Special Committee appointed to look into report of the Board of Commissioners for an appropriation of \$5,500 re building for the pumps, Elgin Basin sewer.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That the reports of the Board of Commissioners and Special Committee now before the Council be adopted.

His Worship the Mayor entered the Council Chamber and took the Chair.

69.—From delegation appointed by Council to visit certain cities re nuisance caused by abattoirs.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be published in the "Municipal Bulletin", and that a copy thereof be transmitted to the Board of Commissioners, calling the attention of said Board to the conclusions of said report, and request-

les mesures nécessaires afin de donner effet aux recommandations et aux suggestions faites par les membres de la délégation.

## INTERPELLATIONS.

70.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires, avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par (a) M. l'échevin Elie, re élargissement du tunnel de la rue Wellington; (b) M. l'échevin Rubenstein, re présentation des rapports dans les deux langues; (c) M. l'échevin Turcot, re exécution des travaux permanents; (d) M. l'échevin Blumenthal, demandant une réponse à une question posée antérieurement; (e) M. l'échevin Lavergne, re établissement de vespasiennes; (f) M. l'échevin Larivière, re fusionnement de certaines classes d'inspecteurs; (g) M. l'échevin Ward, pour un état au sujet de l'asphalte; (h) M. l'échevin L. A. Lapointe, re accident d'automobile survenu récemment; (i) M. l'échevin Larivière, re achat de matériel par anticipation.

## AVIS DE MOTION.

71.—De M. l'échevin N. Lapointe, pour permettre à la Thomas Davidson Co. de construire une passerelle.

72.—De M. l'échevin Blumenthal, à l'effet d'amender le Règlement No 432, re port d'insignes.

## MOTIONS.

73.—Sur proposition de M. l'éch. LAVERGNE, appuyée par M. l'éch. ROCHON, il est

Résolu: Que la Commission de Législation soit priée d'étudier la question de savoir s'il est opportun d'amender la Charte afin de permettre au Conseil d'adopter un règlement pourvoyant à l'émission de licences pour un espace de temps excédant 15 mois.

74.—Sur proposition de M. l'éch. DUBEAU, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Considérant que des milliers de lettres ont été envoyées par la Cour du Recorder, menaçant les citoyens de saisir leurs meubles, si leur taxe d'eau n'est pas payée sous trois jours d'avis;

Considérant que, dans la crise actuelle, ce mouvement est blâmable, d'autant plus que la Ville emploie des collecteurs pour percevoir ces taxes:

Le Conseil proteste contre cette manière d'agir et prie les Commissaires de donner des ordres pour que ces poursuites ne soient pas prises sans enquête sérieuse sur la position financière des personnes concernées.

## ORDRE DU JOUR.

75.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission Spéciale nommée pour étudier le rapport du Bureau des Commissaires, re valves d'arrêt.

Sur proposition de M. l'éch. GIROUX, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission Spéciale soit adopté.

76.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Larivière au sujet du mode d'administration de la Ville.

Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. VANDELAC, il est

Résolu: Que la Commission de Législation soit priée d'étudier un amendement à la Charte qui devra être soumis à la Législature à sa prochaine session, à l'effet de changer le système actuel d'administration de façon à ce que des Commissions soient nommées parmi les membres du Conseil pour

ing the Board to adopt all necessary measures to give effect to the recommendations and suggestions made by the members of the delegation.

## QUESTIONS.

70.—Certain questions were put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by (a) Ald. Elie, re widening of Wellington street subway; (b) Ald. Rubenstein, re submitting of reports in both languages; (c) Ald. Turcot, re execution of permanent works; (d) Ald. Blumenthal, for a reply to a previous question; (e) Ald. Lavergne, re establishment of public lavatories; (f) Ald. Larivière, re the merging of certain inspectors; (g) Ald. Ward for a statement re asphalt; (h) Ald. L. A. Lapointe, re recent automobile accident; (i) Ald. Larivière, re purchase of material in advance.

## NOTICES OF MOTIONS.

71.—By Ald. N. Lapointe, to allow the Thomas Davidson Co. to erect an overhead passage.

72.—By Ald. Blumenthal, to amend By-law No. 432 re wearing of badges.

## MOTIONS.

73.—On motion of Ald. LAVERGNE, seconded by Ald. ROCHON, it was

Resolved: That the Legislation Committee be requested to consider the advisability of amending the Charter, in order to allow the Council to adopt a by-law providing for the issuing of licenses for a period exceeding 15 months.

74.—Ald. DUBEAU moved, seconded by Ald. MENARD,

Whereas thousands of letters have been sent by the Recorder's Court, threatening the citizens with the seizure of their goods and chattels if their water tax is not paid within three days;

Whereas, in the present crisis, this movement is inopportune especially in view of the fact that the City employs collectors to collect such tax;

The Council protests against this course and requests the Board of Commissioners to give the necessary orders so that no suits be taken without a careful inquiry being made into the financial position of the parties concerned.

## ORDER OF THE DAY.

75.—The order of the day being read to consider a report from the Special Committee appointed to consider the report of the Board of Commissioners re cut-out valves.

On motion of Ald. GIROUX, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That said report of the Special Committee be adopted.

76.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Larivière re change of system of administration of the City.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. VANDELAC, it was

Resolved: That the Legislation Committee be requested to consider an amendment to the Charter to be submitted to the Legislature at its next session, to the effect of changing the present system of administration, so that committees may be appointed from among the members



étudier et faire rapport sur toutes les questions se rapportant à l'administration de la Ville. Le Bureau des Commissaires devant avoir le contrôle du vote des fonds, et l'administration de ces fonds, lorsque la dépense aura été approuvée par eux et sanctionnée par le Conseil.

77.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures un règlement à l'effet d'amender le Règlement No 260 concernant les édifices.

Le Conseil reprend l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

A ce sujet, soumis et lu un rapport de la Commission Spéciale nommée pour étudier ledit projet de règlement.

Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Le Conseil reprend alors l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

La section 1 étant lue,

Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Que le 1er paragraphe soit remplacé par le suivant:

"Sec. 114.—Toute cheminée communiquant avec un poêle, ou un foyer, ou un fourneau chauffés au bois ou au charbon, au avec un appareil de chauffage, dans la Cité, devra être ramonée deux (2) fois par année, si la chose est jugée nécessaire par le Surintendant des Bâtiments aux époques que ledit Surintendant fixera, par des ramoneurs nommés par le Bureau des Commissaires. Ces ramoneurs seront sous la direction du Surintendant des Bâtiments; ils devront lui obéir et se servir des appareils et instruments qu'il approuvera."

Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que la sous-section (a) soit remplacée par la suivante:

"(a) Le Surintendant des Bâtiments divisera la Ville en autant de districts de ramonage qu'il jugera nécessaire, et il devra faire approuver cette division desdits districts par le Bureau des Commissaires. Il y aura pour chaque district un ramoneur licencié. Ce ramoneur et ses employés devront être licenciés comme ramoneurs."

Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Que la sous-section (e) soit remplacée par la suivante:

"(e) La somme suivante devra être payée par l'occupant d'une maison ou d'un bâtiment pour le ramonage des cheminées:

Pour chaque tuyau de cheminée dans une maison, il sera payé pour chaque étage, 5 cents.

Si le chauffage est fait par le propriétaire, ce dernier devra payer le ramonage.

La section 2 étant lue, elle est agréée.

Ledit règlement, ainsi amendé, est alors lu une deuxième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,  
Sous-Greffier de la Cité.

of Council to consider and report on all questions connected with the administration of the City;

The Board of Commissioners to have the control of the voting of funds, and to administer such funds when the expenditure has been approved by them and sanctioned by the Council.

77.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 260 concerning buildings.

The Council resumed consideration of said by-law in second reading.

In this connection, submitted and read a report from the Special Committee appointed to consider said draft of by-law.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

The Council then resumed consideration of said by-law in said reading, and

Section 1 being read,

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That the 1st paragraph be replaced by the following:

"Sec. 114. Each chimney used in the City in connection with a coal or wood burning stove, grate or range, or heating apparatus, shall be swept twice, each year, if the Superintendent of Buildings deems it necessary at such times as may be fixed by the said Superintendent of Buildings, by sweeps appointed by the Board of Commissioners. The said sweeps shall be under the control of the Superintendent of Buildings; they shall obey his commands and use the appliances and implements approved by him."

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That sub-section (a) be replaced by the following:

"(a) The Superintendent of Buildings shall divide the City into as many sweeping districts as he may deem necessary and shall have such division of said districts approved by the Board of Commissioners. There shall be for each district one licensed sweep. The said sweep and his employees shall be licensed as sweeps.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That sub-section (e) be replaced by the following:

"(e) The following fee shall be paid by the occupant of any house or building for the sweeping of chimneys:

For each flue in a house, there shall be paid for each storey, 5 cents.

If the heating is done by the proprietor, the latter shall pay for the sweeping.

Section 2 being read, the same was agreed to.

Said by-law, as amended, was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst.-City Clerk.

## RAPPORT DE LA DELEGATION, "re" ABATTOIRS

(Publication ordonnée par le Conseil le 18 novembre 1914.)

Montréal, le 12 novembre 1914.

A MM. les Membres du Conseil,

A MM. les Membres du Bureau des Commissaires,

Messieurs,

La Commission composée de Son Honneur le Maire, M. le Commissaire Hébert, MM. les échevins Mayrand et O'Connell, M. le Dr S. Boucher, Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, M. Jules Crépeau, Sous-Greffier-Adjoint, que vous avez déléguée pour étudier la possibilité d'empêcher les odeurs de se répandre aux alentours des abattoirs et des établissements d'équarrissage, a l'honneur de vous présenter le rapport suivant :

Partie de Montréal le soir du lundi, 5 octobre 1914, elle est revenue le matin du vendredi, 23 octobre, après avoir visité, dans l'ordre où elles sont nommées, les villes suivantes :

Toronto, Détroit, Chicago, Columbus, Pittsburg, Washington, Baltimore, Philadelphie, New-York et Boston.

Suivant la mission que vous lui aviez confiée, elle s'est occupée spécialement des établissements susdits et incidemment de la disposition des déchets, fumiers, matières d'égoût et des eaux d'alimentation.

### INSTALLATION TYPE.

Avant d'entrer dans les détails de la visite faite à chaque ville en particulier, vos délégués croient devoir vous décrire une installation qui sert à traiter les débris des animaux abattus, les animaux morts et les rebuts de viandes recueillis chez les bouchers.

Les différents modèles de la machinerie employée ne varient que par quelques détails et par la forme, le principe de leur fonctionnement est toujours le même, ainsi que le but que l'on se propose d'atteindre.

Pour en faciliter la description, l'installation peut se diviser en quatre sections principales : la bouilloire pour la cuisson, les réservoirs pour recueillir les graisses, le presseur et le séchoir où se fait le dessèchement des matières cuites.

Ces appareils divers sont généralement disposés dans des pièces séparées de la même bâtisse, quelquefois ils sont placés dans des bâtisses différentes, mais suffisamment rapprochés pour que la liaison, par tuyauterie, etc., puisse se faire facilement et que la distance de l'une à l'autre ne soit pas une incommodité.

En plus des pièces qui servent à la machinerie, les bâtisses sont pourvues de chambres de réception pour la marchandise à traiter, pour le dépeçage des animaux morts, pour le chargement des bouilloires et pour l'emmagasinage des produits.

Pour éviter que les matières brutes et les produits s'infiltrant dans les murs et les planchers, il est mieux de construire ces édifices en acier, en béton et en brique.

La cuisson et le séchage développent une grande quantité de vapeurs fétides (gaz), qui sont facilement attirées par un appareil hydraulique à faire le vide, dans un système de tuyauterie, et projetées partie dans l'égoût, pour les gaz solubles, et partie sous les feux de la fournaise, pour ceux qui ne sont pas solubles, mais qui peuvent être brûlés.

Pour donner plus d'efficacité à ce système, on interpose souvent, sur le trajet des tuyaux, un réservoir où les gaz se condensent avant d'être traités par l'une ou l'autre façon.

## REPORT FROM THE DELEGATION "re" ABATTOIRS

(Ordered to be published by the City Council on the 18th November 1914)

Montreal, 12th November 1914.

To the Members of the Council,

and the Members of the Board of Commissioners.

Gentlemen,

The Committee composed of His Worship the Mayor, Commissioner Hébert, Aldermen Mayrand and O'Connell, Dr. S. Boucher, Medical Officer of Health, Mr. Jules Crépeau, Assistant City Clerk, which you delegated to consider the possibility of preventing the odors from spreading in the vicinity of abattoirs and knackers' yards, has the honor to submit to you the following report.

The delegates left Montreal on Monday evening, the 5th October 1914, and returned on Friday morning, the 23rd October, after having visited the following cities in the order in which they are mentioned :

Toronto, Detroit, Chicago, Columbus, Pittsburg, Washington, Baltimore, Philadelphia, New York and Boston.

In pursuance of the mission which has been entrusted to them, they specially inquired into the operation of the aforesaid establishments and incidentally into the disposition of refuse, manure, sewage and water-supply.

### STANDARD INSTALLATION

Before entering into the details of the visit to each City in particular, your delegates deem it advisable to describe an installation whereby offal, dead animals and waste meat are treated.

The different types of machinery used vary only in some details and in shape ; the principle of the operation thereof and the end to be attained are always the same.

In order to facilitate the description of such installation, the latter may be divided into four principal sections: the rendering-boiler, the fat-vats, the pressing-machine and the drier, where the boiled material is dried.

These various apparatus are generally placed in separate rooms of the building ; sometimes they are in different buildings, but close enough to each other so that the connection, by piping, etc., may be easily made and that the distance from one another may not constitute an inconvenience.

In addition to the rooms where the machinery is installed, the buildings are provided with rooms for the reception of the material to be treated, for the cutting up of the dead animals, for the loading of the boilers and the storage of the products.

In order to prevent the raw material and the products from infiltrating into the walls and floors, it is better to construct these buildings of steel, concrete and brick.

The boiling and the drying develop a large quantity of fetid vapors (gases), which are easily attracted by an hydraulic apparatus making a vacuum, in a piping system, and driven partly into the sewer as regards the soluble gases and partly under the fire of the furnace as regards the gases which are not soluble, but which can be burned.

In order to render this system more efficient, a tank, in which the gases condense before being treated in either manner, is often placed on the pipe line.

Il est à remarquer que certains gaz ne sont pas solubles et ne sont pas combustibles, à moins d'avoir une température excessivement élevée; alors ils passent à travers les feux et sont attirés dans la cheminée, et projetée dans l'air, d'où ils retombent sur le sol à une distance plus ou moins éloignée de la cheminée, suivant le degré hygrométrique de l'atmosphère.

En somme, ces gaz sont suffisamment contrôlés et ne produisent pas de nuisance bien considérable; ceux qui s'échappent au dehors et produisent la nuisance proviennent des chambres où se font les manipulations, c'est-à-dire le dépeçage des animaux morts, le chargement des bouilloires et le déchargement, le pressage, etc., etc., et des magasins, surtout en temps humide.

Pour prévenir la diffusion de ces gaz dans l'atmosphère, il faut les empêcher de sortir des appartements, les diriger, à l'aide d'appareils à faire la ventilation artificielle, dans un système de conduites, et les détruire.

Dans le but d'arriver à ce résultat, les établissements les mieux outillés, parmi ceux que nous avons visités, se servent des moyens suivants: les pièces sont hermétiquement fermées, les portes n'étant ouvertes que juste le temps nécessaire à l'entrée et à la sortie, des ouvertures spéciales laissent entrer de l'air extérieur, et d'autres ouvertures laissent passer l'air de l'appartement dans des tuyaux qui l'amènent dans une chambre de collection. De là, l'air est refoulé dans une chambre longue, placée sur le toit de l'édifice, où l'on vaporise de l'eau à travers laquelle l'air est forcé de passer et dans laquelle les gaz se dissolvent en partie; cette eau coule dans l'égoût et y entraîne les gaz dissous.

Le mouvement de l'air est activé par des hélices placées aux ouvertures d'entrée, aux ouvertures de sortie, et dans la chambre de collection; on règle d'après la grandeur des pièces, les dimensions des bouches d'entrée et de sortie et la grandeur des hélices, afin de calculer la vitesse de déplacement de l'air et de le remplacer totalement dans un temps donné.

L'air sort à l'extrémité de la chambre, où il est lavé, par une ouverture en forme de cheminée; il arrive que cet air ne sent pas très mauvais mais, comme tous les gaz ne sont pas solubles, il y en a une certaine quantité qui se répand à l'extérieur et retombe sur le sol, plus ou moins loin de l'édifice, comme il a été dit précédemment, suivant l'état hygrométrique de l'atmosphère.

On prétend que ces gaz sont incombustibles, et qu'alors il serait inutile de les conduire sous les feux pour y être brûlés.

Pour remédier à la nuisance qu'ils causent on les masque, en y mêlant des vapeurs de goudron ou de créosote parce que les odeurs de ces substances ne sont pas désagréables.

On remédie ainsi jusqu'à un certain point à la nuisance provenant de la diffusion des odeurs de la plupart des pièces, mais il est impossible d'adapter ce système de ventilation aux chambres où se fait l'emmagasinage des produits secs (engrais), parce que le mouvement rapide de l'air entraînerait cette substance qui est en poudre fine. L'engrais sec ne sent pas beaucoup, lorsque la température est sèche, mais si l'atmosphère est chargée d'humidité, il absorbe la vapeur d'eau, et dans ce cas il devient odorant et ses odeurs se répandent dans les environs.

Il vous sera peut-être agréable avant de lire le détail de notre visite dans les différents endroits, de savoir quels sont les produits recueillis; nous ne voudrions pas entrer dans beaucoup de détails et nous nous contenterons de mentionner les principaux qui sont les peaux, pour les animaux morts, les graisses pour toutes les substances traitées et les engrais qui sont produits par la cuisson de tout ce qui n'est pas de la substance grasse.

Toutes les matières: rebuts de viandes et animaux morts, sont cuites dans les bouilloires durant 6 à 8 heures, à la vapeur sous pression. Les graisses fondues sont recueillies directement par un système de tuyaux qui les amène dans un réservoir; on les purifie ensuite. Ce qui n'est pas de la graisse est recueilli séparément et mis dans un pressoir pour en extraire l'eau, et l'assèchement presque complet se fait dans un séchoir qui est chauffé par la chaleur directe, ou par la vapeur. Cette substance desséchée est vendue comme engrais, mais il faut y ajouter certains autres ingrédients avant de s'en servir.

It is to be remarked that certain gases are not soluble nor combustible unless they be at very high temperature; then they pass through the fire and are attracted into the chimney and driven into the air, whence they fall on the ground at a distance more or less remote from the chimney, according to the hygrometrical degree of the atmosphere.

As a matter of fact, the gases are sufficiently controlled and are not a serious nuisance; those which escape outside and are a nuisance come from the rooms where the operations in connection with the cutting up of the dead animals, the loading and unloading of the boilers, the pressing of the material, etc., etc., are carried on, and from the storage-rooms, especially when the weather is wet.

In order to prevent the diffusion of these gases into the atmosphere, they must not be allowed to escape from the rooms and must be forced, by means of ventilators, into a conduit system and destroyed.

In order to reach this result, the following means are taken in the best equipped establishments among those visited: the rooms are hermetically closed, the doors being opened only during the time required for ingress and egress, special openings, admit the external air and other openings lead the vitiated air into pipes, which convey it to a collection chamber. Thence the air is forced into a long chamber, placed on the roof of the building, where there is an apparatus which vaporizes water through which the air must pass and in which the gases partly dissolve; this water flows into the sewer and sweeps away the dissolved gases.

The movement of the air is accelerated by fans placed at the inlets, at the outlets and in the collection chamber.

The size of the rooms, the dimensions of the inlets and outlets and the size of the fans must be calculated so that the air may be replaced entirely within a given time.

The air is expelled at the end of the chamber, where it is washed, through an opening in the shape of a chimney; this air does not, as a rule, smell very bad, but as gases are not all soluble a certain quantity of the same escapes outside and falls on the ground at a distance more or less remote from the building, as already stated, according to the hygrometrical state of the atmosphere.

It is claimed that these gases are incombustible and that it is therefore unnecessary to drive them under the fire to be burned there.

In order to abate the nuisance which they cause they are concealed by mixing with them vapours of tar or creosote, as the smell of these substances is not disagreeable.

The nuisance arising from the diffusion of bed odours is thus remedied to some extent, but it is impossible to adapt this ventilation system to the rooms where the dry products (fertilisers) are stored, because the rapid movement of the air would sweep away these substances, which are in fine powder. Dry fertilisers do not smell much when the weather is dry, but if the atmosphere is very wet, it absorbs the vapours of water, and in such case it becomes odorous and its odours spread in the vicinity.

It may be of interest to you to know what are the products which are gathered; we will not enter into the details, we will simply mention the principal ones, which are the skins, as regards dead animals, the grease, as regards all the material treated and the fertilisers which are produced by the boiling of everything except fat.

All the material (offal and dead animal's) is boiled during 6 to 8 hours by steam under pressure. The melted grease is gathered directly by a piping system, which brings it into a tank; it is then purified. The other products are gathered separately and placed in a press in order to extract the water therefrom, and the almost complete drying is completed in a drier, which is heated by direct heat or by steam. This dried substance is sold as fertiliser but certain other ingredients must be added to it before it can be used.

## TORONTO.

A Toronto, les établissements visités sont, pour les abattoirs :

"The Toronto Municipal Abattoir",  
 "Harris Abattoir Co., Limited",  
 "Swift Canadian Co., Limited",  
 "Gunn's Limited",

et pour la destruction des animaux morts, l'établissement de "W. Harris & Co."

"The Toronto Municipal Abattoir" est la propriété de la ville de Toronto. Il est exploité par la ville elle-même qui a fait cette entreprise dans le but de régulariser le prix des viandes. Cet établissement, qui vient d'être construit au coût de \$395,000, à part le prix du terrain, est une construction en acier, brique et ciment, les planchers sont en brique vitrifiée; il est situé sur le bord du canal dans un endroit passablement habité.

La destruction des débris d'animaux s'y fait de la manière ordinaire, pour en extraire les graisses et transformer les autres substances en engrais; ces débris sont traités à l'état frais et on n'y transforme aucune carcasse d'animaux morts.

Il n'y a pas de système de ventilation des pièces, les portes et les fenêtres sont ouvertes.

Il n'y a pas, autour de cet établissement, de mauvaises odeurs bien perceptibles au moment de notre visite.

Les établissements de la "Harris Abattoir Co., Limited", et de la "Swift Canadian Co., Limited", sont situés dans Toronto Nord, à cinq milles environ du quartier d'affaires, et à une distance de quelques centaines de pieds l'un de l'autre.

Dans les deux, on ne traite que des débris frais, et il y a des systèmes pour la destruction des mauvaises odeurs des pièces; cependant il s'en répand au dehors et, d'après nos informations, elles causent souvent de la nuisance.

L'abattoir de la Compagnie "Gunn's Limited", n'est pas bien éloigné des précédents. Cet établissement n'a pas de système de ventilation des pièces, les portes et les fenêtres sont ouvertes, et suivant les informations obtenues, cet établissement laisse aussi échapper des mauvaises odeurs.

Les autorités de la ville nous ont informé qu'elles se proposent de faire passer un règlement, pour obliger les compagnies d'abattoirs à tenir fermées les portes et les fenêtres.

Animaux morts. — Le chantier d'équarrissage de "W. Harris & Co.", est situé dans un endroit désert, à cinq ou six milles de la ville, c'est le seul établissement du genre à Toronto.

On y dispose de tous les animaux morts dans la ville, et des rebuts de viandes, mais sans privilège exclusif, et sans contrat avec la ville.

Cet établissement est malpropre, et les moyens employés pour empêcher les odeurs de se répandre au dehors sont inefficaces, aussi la nuisance qu'il produit est-elle très considérable, mais n'affecte pas la population, qui est très éloignée.

Les autorités municipales veulent municipaliser ce service, en le transportant dans l'abattoir municipal, où ils espèrent le faire sans produire de nuisance dans les environs.

## DETROIT.

Abattoirs. — Il n'y a dans Détroit que des abattoirs privés au nombre d'environ soixante-dix. Aucun n'est pourvu de système de ventilation artificielle des pièces pour le captage des mauvaises odeurs. Ils sont une cause de nuisance, et la ville se propose de les faire disparaître et de construire un abattoir municipal.

Animaux morts. — La destruction des animaux morts et des détritiques des marchés est faite par une compagnie, la "Millinbock Bros. Rendering Co.", dont le chantier d'équarrissage est situé à environ un mille en dehors de la ville, dans un endroit où il n'y a pas d'habitations. L'usine est neuve, c'est une belle construction en ciment avec planchers en brique cimentée.

## TORONTO

At Toronto, we visited the following abattoirs :

The Toronto Municipal Abattoir,  
 Harris Abattoir Co., Ltd,  
 Swift Canadian Co., Limited.  
 Gunn's Co., Limited.

and the establishment of W. Harris & Co., for the destruction of dead animals.

The Toronto Municipal Abattoir is the property of the City of Toronto. It is operated by the City itself, which erected the same in order to regularize the price of meat. This abattoir, which has just been constructed at a cost of \$395,000.00, exclusive of the price of the land, is a steel, brick and cement building; the floors are of vitrified bricks; it is situated on the bank of the canal, in a place where there are a certain number of dwelling-houses.

The treatment of offal for the purpose of extracting the fat therefrom and of transforming the other substances into fertilisers, is carried on in the usual way; the offal is treated in a fresh state and no carcasses of dead animals are transformed.

There is no ventilating system for expelling the vitiated air from the rooms; the doors and windows are open.

At the time of our visit, no bad odors were very perceptible around this establishment.

The establishments of the Harris Abattoir Co., Ltd., and of the Swift Canadian Co., Ltd., are situated in North Toronto, about 5 miles from the commercial district and at a distance of a few hundred feet from each other.

In both of them, only fresh offal is treated, and there are devices for the destruction of bad odors in the rooms; however some spread outside and we were told that they often cause a nuisance.

The Abattoir of the Gunn's Co., Ltd., is not far from those above mentioned. In this establishment, there is no ventilation system, the doors and windows are open, and, according to the information furnished to us, bad odors also escape from this abattoir.

The civic authorities informed us that it was their intention to have a by-law enacted to compel the abattoir companies to keep the doors and windows closed.

Dead Animals. — The knackery of W. Harris & Co. is situated in a desert place, about 5 or 6 miles from the city; it is the only establishment of the kind in Toronto.

All dead animals and waste meat are disposed of there, but without any exclusive privilege and without any contract with the City.

This establishment is unclean and the means taken to prevent the odors from spreading outside are inefficient. The nuisance to which it gives rise is quite serious, but does not affect the population, which is very far away.

The civic authorities intend to municipalize this service by transferring it to the Municipal Abattoir, where they hope to be able to handle the dead animals without causing any nuisance in the vicinity.

## DETROIT.

Abattoirs. — In Detroit, there are only private abattoirs (about 70 in number). None of them is provided with an artificial ventilating system for the elimination of bad odors. They are a cause of nuisance and the City intends to remove them and to erect a municipal abattoir.

Dead animals. — Dead animals and market refuse are destroyed by a company, the Millinbock Bros. Rendering Co., whose knackery is located at a distance of about one mile from the City, in a place where there are no dwelling-houses. The plant is new; it is a fine cement building with floors of cemented bricks.

Le système de ventilation est tout à fait insuffisant, il se compose simplement de tuyaux en métal, reliés à une cheminée aussi en métal, avec des éventails qui refouleraient l'air de l'intérieur de la bâtisse en le faisant passer par la cheminée, si ce système fonctionnait bien; mais, parce que les portes et les fenêtres sont laissées ouvertes, il n'est pas besoin de ce système de ventilation pour que les odeurs se répandent autour de l'établissement, aussi la nuisance est quasi insupportable, jusqu'à un mille de distance par moments.

## CHICAGO.

Abattoirs. — A Chicago, se trouvent les abattoirs réputés les plus grands d'Amérique. Ils sont au nombre de vingt-et-un, tous dans les limites de la ville, et il y en a deux qui sont situés à environ trois cents pieds des maisons d'habitations.

On ne traite dans ces établissements que du matériel frais, provenant des animaux abattus sur place, et un certain nombre d'animaux, morts dans le trajet vers l'abattoir, ou dans les cours à bestiaux; les systèmes employés ne sont pas perfectionnés et il s'échappe des odeurs fétides qu'on perçoit quelquefois à une assez grande distance. Il n'y a, dans aucun de ces établissements, de système particulier de ventilation des pièces. On reconnaît que les abattoirs de Chicago constituent une nuisance, et qu'il faut y remédier dans un avenir prochain, aussi, à la Compagnie Armour, on a engagé un ingénieur, pour étudier spécialement cette question, et on l'a envoyé à l'étranger, pour pouvoir juger de la valeur des systèmes employés, afin d'adopter le plus perfectionné.

Animaux morts. — L'enlèvement des animaux morts est fait par un entrepreneur qui paye à la ville \$25 par année pour ce privilège. Il les transporte par chemin de fer à Globe Station, dans l'Indiana, à 30 ou 40 milles des limites de la ville.

Nous n'avons pas visité cet établissement, parce que l'on nous a assuré qu'il n'était pas pourvu d'aucun appareil pour prévenir la dissémination des gaz, et que l'odeur qui se répand autour est excessive et s'étend jusqu'à 6 et 7 milles.

## COLUMBUS, Ohio.

Abattoirs. — Ils sont au nombre de cinquante-huit, dont dix, situés sur les confins de la ville, à environ trois milles du centre, trois, en dehors, à une distance qui va jusqu'à un mille, et les autres, dans des banlieues et plus éloignés. On remarque qu'il est presque impossible dans ces conditions de faire une inspection efficace, et l'on demande l'érection d'un abattoir municipal qui ferait disparaître tous les petits abattoirs privés.

Animaux morts. — Les propriétaires peuvent en disposer à leur guise, certaines compagnies les achètent. La plus considérable est la Compagnie "E. G. Buchseib Fertilizer Works", dont l'usine est située à deux milles des limites de la ville et à six milles du centre; les maisons les plus rapprochées sont à  $\frac{1}{8}$  de mille. Cet établissement ne cause pas de nuisance considérable à cause de son éloignement, d'autant plus qu'on n'y traite qu'un nombre restreint d'animaux.

Si les propriétaires des animaux ne veulent pas en disposer eux-mêmes, la ville se charge de les transporter et les transforme dans son établissement qui sert au traitement des déchets de cuisine.

Le transport des déchets et des animaux se fait par chemin de fer, dans de grands wagons d'acier, qui partent de stations centrales de collection, situées dans la ville.

Cette usine est située sur les bords de la rivière Scioto, à un mille et demi des limites sud de la ville, juste à côté des champs d'épuration des eaux d'égout. Elle a coûté \$210,000 de construction, mais le coût annuel de son fonctionnement, ajouté à l'intérêt de 4% par année de l'emprunt pour la construction et à un fonds d'amortissement de 3.36% par année, est couvert par le revenu annuel qui provient de la vente des sous-produits; ce revenu en outre un profit de huit à onze mille dollars par année.

The ventilation system is quite insufficient; it simply consists of metal pipes, connected with a chimney which is also of metal, with fans which would force the air into the chimney if the system were working well; but as the doors and windows are left open, there is no need of this ventilation system to spread the odors around the establishment. The nuisance is almost unbearable, at times, within a radius of 1 mile.

## CHICAGO.

Abattoirs. — In Chicago are found the abattoirs which are reputed the largest in America. They are 21 in number; they are located within the City limits and there are two which are situated about 300 feet from dwelling-houses.

Only fresh material from animals slaughtered on the spot and such animals as die on the way to the abattoir or in the cattle yards are treated in these establishments. The appliances used are not of a modern type and fetid odors, which are sometimes perceptible at quite a distance, escape from the abattoirs. In none of these establishments is to be found any particular system for ventilating the rooms. It is admitted that the Chicago abattoirs constitute a nuisance, which must be abated within the near future. The Armour Company has engaged an engineer, who will specially consider this question and who has been sent abroad to examine the various systems in use, with a view of adopting the most improved one.

Dead animals. — Dead animals are removed by a contractor, who pays the City \$25 per annum for this privilege. He conveys them by rail to Globe Station, Indiana, which is 30 to 40 miles distant from the City limits.

We did not visit this establishment, as we were told that it was not provided with any apparatus for preventing the diffusion of gases, and that the smell which spreads in the vicinity is excessive and is perceptible within a radius of 6 to 7 miles.

## COLUMBUS, Ohio.

Abattoirs. — The abattoirs are 58 in number; 10 of them are located on the borders of the City, about 3 miles from the centre, 3 are situated outside of the City limits, at various distances up to 1 mile, and the others are located in the outskirts and farther away. It is pointed out that it is impossible under such conditions to make an efficient inspection and that, for this reason, a municipal abattoir should be erected and all the small private abattoirs should be removed.

Dead animals. — The owners of dead animals may dispose of the same as they please. Certain companies purchase the animals. The most important one is the E. G. Buchseib Fertilizer Works Co., whose plant is located at a distance of 2 miles from the City limits and 6 miles from the centre, the nearest houses are  $\frac{1}{8}$  mile distant therefrom. This establishment does not cause any serious nuisance on account of its remoteness and also owing to the fact that only a limited number of animals are treated therein.

If the owners of the animals do not want to dispose of them themselves, the City has the same transported and transformed in its establishment, where house-offal is treated.

The refuse and animals are transported by rail, in large steel cars, which start from central collection stations, situated in the City.

This plant is located on the banks of the Scioto River, at a distance of  $1\frac{1}{2}$  miles from the south limits of the City and is close to the sewage farms. It costs \$210,000, but the annual cost of its operation, added to the interest of 4% per annum on the loan issued for the erection thereof and to a sinking fund of 3.36% per annum, is covered by the annual revenue derived from the sale of by-products; this revenue has given, in addition to that, a profit of 8 to 11 thousand dollars per annum.

Cette usine répand quelque odeur malgré le perfectionnement de son installation; mais sa situation, à côté du champ d'épuration des eaux d'égouts, et loin de toute habitation, fait qu'elle ne cause de nuisance pour personne.

## PITTSBURGH.

Abattoirs. — L'abattoir de la "Pittsburgh Packing and Provision Company" est situé dans une île de la rivière Alleghani, près de la ville, il comprend aussi d'immenses cours à bestiaux.

Les bâtisses sont en brique et les planchers en asphalte; c'est un établissement bien tenu, mais on n'y traite que des débris frais; l'une des bâtisses est consacrée au traitement des détritiques de l'abattoir.

Il y a dans les alentours un assez grand nombre d'habitations, et l'on ne se plaint pas beaucoup de nuisances.

A part cet établissement, il y a 25 petits abattoirs privés, mais les autorités essaient, par tous les moyens possibles, de forcer les propriétaires à aller s'établir en dehors de la ville, et depuis longtemps l'on a formé le projet de construire un abattoir municipal.

Un règlement de la ville défend d'apporter dans un abattoir, pour le traiter, aucun animal mort en dehors de cet établissement.

Animaux morts. — Les animaux morts sont traités dans l'établissement de la "W. & H. Walker Company", en même temps que les ordures ménagères, comme à Columbus. Cette compagnie reçoit de la ville \$260,000 par année pour ce double service.

L'usine n'est pas pourvue de système particulier de ventilation, les portes et les fenêtres restent ouvertes. Les habitations, qui étaient très nombreuses autrefois dans les alentours, ont été remplacées par des entrepôts, de sorte que les plaintes contre la nuisance sont actuellement moins nombreuses.

Pour le traitement des animaux morts et des déchets, la ville espère pouvoir établir, d'ici deux ou trois ans, des établissements municipaux et faire disparaître cette entreprise privée.

## WASHINGTON.

Abattoirs. — Il y a dans Washington trois abattoirs, cinq sur les limites, et neuf autour, à une distance de  $\frac{1}{2}$  à 3 milles; il sont éloignés en moyenne de trois cents pieds de toute habitation.

L'abattoir de la "Union Stock Yards and Abattoir Company" est situé dans la ville; on n'y traite que des détritiques frais.

La ville songe à faire disparaître tous ces abattoirs et à les remplacer par un abattoir municipal.

Animaux morts. — L'établissement d'équarrissage est situé à 4 milles en dehors des limites de la ville, et à 150 verges des maisons les plus rapprochées. Il n'est pas pourvu de système de ventilation des pièces, les portes et les fenêtres restent constamment ouvertes, aussi les odeurs sont-elles intolérables autour de l'établissement.

Détritiques des viandes. — Dans Georgetown, près de la rivière Potomac, se trouve un établissement où l'on traite les rebuts de viandes collectés dans les étaux des bouchers; quoique l'on y traite que des rebuts frais, collectés tous les jours, cet établissement sans ventilation spéciale, ayant ses portes et fenêtres ouvertes, est une nuisance.

## BALTIMORE.

Abattoirs. — Plusieurs abattoirs sont situés en dehors des limites de la ville, ils ne présentent rien d'intéressant concernant l'objet de notre visite.

L'abattoir de la "Compagnie D. B. Martin", est situé dans les limites de la ville, le traitement des débris d'animaux se fait dans une bâtisse placée à 100 pieds de celle qui sert à l'abattage, et le séchoir est lui-même dans une bâtisse séparée. Les constructions sont faites en brique et en ciment, les ou-

This plant spreads some smell in spite of the improvements which have been made to it, but as it is located close to the sewage farm and far from any dwelling-house, it does not cause a nuisance to any one.

## PITTSBURG.

Abattoirs. — The abattoir of the Pittsburg Packing & Provision Co., is located on an island, in the Alleghani River, near the City; it also comprises immense cattle yards.

The buildings are constructed of bricks with asphalt floors. The establishment is well kept, but only fresh material is treated therein; one of the buildings is devoted to the treatment of the abattoir refuse.

There are in the vicinity quite a number of dwelling-houses, but no serious nuisance seems to be caused.

Besides this establishment, there are 25 small private abattoirs, but the authorities are trying, by all possible means, to compel the owners to remove their plants to the outskirts and the question of erecting a municipal abattoir has been for a long time considered.

A City By-law enacts that no person shall bring to any abattoir, for treatment purposes, any animal which has died outside of such abattoir.

Dead animals. — Dead animals are treated in the establishment of the W. & H. Walker Co., at the same time as house offal, as in Columbus. This Company receives from the City \$260,000 per annum for this double service.

The plant is not provided with any particular ventilation system; the doors and windows are left open. The dwelling-houses, which were formerly quite numerous in the vicinity, have been replaced by warehouses, and complaints against the nuisance are now seldom heard.

The City expects to be able to erect within two or three years, municipal establishments for the treatment of dead animals and refuse, and to remove this private plant.

## WASHINGTON.

Abattoirs. — There are, within Washington, three abattoirs, five on the borders of the City and nine in the outskirts, at a distance of from  $\frac{1}{2}$  to 3 miles. They are 300 feet distant, on the average, from any dwelling-house.

The abattoir of the Union Stock Yards & Abattoir Co. is located in the City; only fresh material is treated there.

The City intends to remove all those abattoirs and to replace them by a municipal abattoir.

Dead animals. — The knackerie is situated at a distance of four miles from the City, and of 150 yards from the nearest houses. It is not provided with ventilating system; the doors and windows are left constantly open, and for this reason the odors are intolerable around the establishment.

Meat waste. — In Georgetown, near the Potomac River, there is an establishment where the waste meat collected in butchers' stalls is treated; although only fresh refuse, collected daily, is treated there, this establishment having no special ventilation and keeping its doors and windows open, is a nuisance.

## BALTIMORE.

Abattoirs. — Several abattoirs are located outside of the City limits. They were of no interest to us as far as the object of our visit was concerned.

The abattoir of the D. B. Martin Co. is situated within the City limits. The offal is treated in a building 100 feet distant from the slaughtering-house, and the drier is also in a separate building. The buildings are constructed of bricks and cement; the openings are wide and

vertures sont larges, ouvertes de tous côtés, et il n'y a pas de système de ventilation des pièces; nous avons constaté que les odeurs se répandaient aux alentours.

Cet établissement est tenu très proprement.

Animaux morts. — Les chantiers d'équarrissage sont situés en dehors des limites de la ville, assez loin, et les animaux morts y sont transportés par eau.

Il n'y a pas de compagnie ayant obtenu un privilège de la ville; le propriétaire d'un cheval mort peut en disposer comme il l'entend, d'habitude il le vend aux établissements d'équarrissage; la ville ne permet pas qu'on traite les animaux morts dans ses limites.

#### PHILADELPHIE.

Abattoirs. — L'abattoir de la "Compagnie Burke", situé en plein centre de la ville, à l'angle de la rue Girard et de la 3ème Avenue, est un bel établissement, très considérable et admirablement tenu; la propreté dans cet établissement est aussi grande qu'on peut le désirer, et l'on n'y traite que les débris des animaux qui y sont abattus, aucun détrit de viande et aucun animal mort n'y entrent. La nuisance y est réduite au minimum.

L'abattoir de la "Compagnie D. B. Martin" est situé près de la rivière Schuylkyl et est isolé des habitations. Nous avons constaté que des odeurs très fortes s'en échappaient et l'on nous a informé que la ville poursuit les propriétaires à cause de cette nuisance.

Animaux morts. — Les animaux morts sont traités dans l'usine de la "Compagnie Shoemaker" qui est située loin des habitations. Cette usine n'est pas pourvue de système de ventilation des pièces, et les fenêtres restent ouvertes; malgré qu'il y avait là les carcasses de 16 chevaux, il n'y avait pas de mauvaises odeurs autour de l'établissement, lors de notre visite. Cependant l'on nous informe que les propriétaires des bateaux, qui passent sur la rivière à côté, se plaignent souvent que les odeurs sont insupportables et demandent qu'on fasse disparaître l'établissement de cet endroit.

Nous attirons votre attention sur l'extrait suivant des règlements de la ville de Philadelphie concernant la question qui nous intéresse:

#### RULES AND REGULATIONS FOR BONE-BOILING ESTABLISHMENTS AND DEPOSITORIES OF DEAD ANIMALS.

- 1° Bone-boiling establishments or depositories for dead animals shall be conducted apart from and be completely isolated from any of the operations of slaughtering animals or preparing for human food;
- 2° The buildings shall be tight enclosures which shall effectually prevent the escape of nauseous or offensive gases, odors or vapors;
- 3° Windows shall be fixed and permanently closed, and doors shall be vestibuled and kept closed except when in actual use for ingress and egress. Ventilation may be obtained by mechanical devices;
- 4° All odors, gases or vapors shall be neutralized by destruction or condensation, or other effective means, and shall not be allowed to escape into outside air until after they have been purified;
- 5° No vent, ventilator, exhaust pipe, blow-off pipe, or opening of any kind, shall be permitted to discharge unpurified air, gases or vapors into the outside air;
- 6° No offensive matter, water or liquid substances shall be exposed on the premises.

#### NEW-YORK.

Abattoirs. — Il y a dans New-York au-delà de 15 abattoirs, situés dans les limites de la ville, dans 6 districts différents. Dans Manhattan, ils sont distants des habitations d'environ trois cents pieds et situés près ou sur le bord de la rivière; dans Brooklyn, ils sont situés à une certaine distance des rivières et entourés par des manufactures.

face on all sides, and there is no ventilating system. We found that odors were spreading in the vicinity. This establishment is kept very cleanly.

Dead animals. — The knackereries are located outside of the City limits, quite far away, and the dead animals are transported there by water.

No company has been granted any privilege by the City. The owner of a dead horse may dispose of the same as he pleases; usually he sells it to the knackereries; the City does not allow the treatment of dead animals within its limits.

#### PHILADELPHIA.

Abattoirs. — The abattoir of the Burke Co. which is located in the very centre of the City, at the corner of Girard street and 31st Avenue, is a very large and fine establishment and is admirably kept; the cleanliness in this establishment leaves nothing to be desired. Only the offal of such animals as are slaughtered on the premises, is treated therein; no waste meat and no dead animal is treated there. The nuisance is reduced to a minimum.

The abattoir of the M. E. Martin Co. is situated near the Schuylkyl River and is isolated from dwelling-houses. We found that very strong odors were escaping therefrom, and we were told that the City was taking legal proceedings against the owners on account of this nuisance.

Dead animals. — Dead animals are treated at the knackery of the Shoemaker Co., which is located far from dwelling-houses. This knackery is not provided with any ventilating system, and the windows are left open; although the carcasses of 16 horses were there, there were no bad odors around the establishment at the time of our visit. We were however informed that the owners of the boats which ply on the river, close by, often complain that the odors are unbearable and have asked that the knackery be removed.

We beg to call your attention to the following extract from the by-laws of the City of Philadelphia, concerning this matter:

#### RULES AND REGULATIONS FOR BONE-BOILING ESTABLISHMENTS AND DEPOSITORIES OF DEAD ANIMALS.

- 1° Bone-boiling establishments or depositories for dead animals shall be conducted apart from and be completely isolated from any of the operations of slaughtering animals or preparing for human food;
- 2° The buildings shall be tight enclosures which shall effectually prevent the escape of nauseous or offensive gases, odors or vapors;
- 3° Windows shall be fixed and permanently closed, and doors shall be vestibuled and kept closed except when in actual use for ingress and egress. Ventilation may be obtained by mechanical devices;
- 4° All odors, gases or vapors shall be neutralized by destruction or condensation, or other effective means, and shall not be allowed to escape into outside air until after they have been purified;
- 5° No vent, ventilator, exhaust pipe, blow-off pipe, or opening of any kind, shall be permitted to discharge unpurified air, gases or vapors into the outside air;
- 6° No offensive matter, water or liquid substances shall be exposed on the premises.

#### NEW-YORK.

Abattoirs. — There are in New-York over 15 abattoirs, which are located within the City limits, in 6 different districts. In Manhattan, they are about 300 feet distant from dwelling-houses and are situated near or on the bank of the river. In Brooklyn, they are located at some distance from the rivers and surrounded by factories.

Les établissements les plus intéressants pour nous furent ceux de la "United Dressed Beef Co." et de la "Compagnie Swift", qui sont presque contigus et situés en plein centre de la ville, dans une partie très fréquentée; ces deux abattoirs sont certainement, parmi ceux que nous avons vus, les mieux outillés pour prévenir les nuisances. Les fenêtres sont fermées hermétiquement, et la ventilation se fait par des éventails avec prise d'air extérieur; l'air est refoulé ensuite, par un système de tuyaux, dans une chambre de collection, d'où il est poussé dans une chambre longue sur le toit, où il est filtré à travers des nuages d'eau pulvérisée; l'air des appartements est renouvelé toutes les 15 minutes. On se sert de goudron et de créosote pour désodoriser les gaz qui ne peuvent être dissous par l'eau et qui s'échappent au dehors. Depuis l'installation de ce système, il n'y a pas eu de plainte de la part des habitants du voisinage.

On ne traite dans ces établissements que des débris frais d'animaux et des rebuts de viandres très frais, collectés tous les jours, dans les étaux des bouchers de la ville.

Ces compagnies ont à leur emploi un ingénieur sanitaire, dont les fonctions consistent à étudier les moyens de perfectionner les appareils destinés à détruire les mauvaises odeurs et à rendre les abattoirs aussi parfaits que possible au point de vue de la salubrité.

Animaux morts. — Les établissements pour le traitement des animaux morts sont au nombre de deux.

L'un, le "Offal Dock", est situé près des limites de la ville, sur le bord de l'eau; cet établissement n'est pas considérable et nous ne l'avons pas visité, cependant on nous rapporte qu'il est cause de nuisance.

L'autre, très considérable, est situé sur l'île Barren, dans la baie Jamaica, à environ une dizaine de milles de la ville; on reçoit dans cet établissement environ 20,000 grands animaux et 350,000 petits par année; la ville paie à l'entrepreneur \$60,000, par année, pour ce service.

Les portes et les fenêtres sont ouvertes et il n'y a pas de système de ventilation, aussi les odeurs qui se répandent autour de l'établissement sont intolérables, et peuvent être perçues à une distance de 5 ou 6 milles.

## BOSTON.

Abattoirs. — Les abattoirs de la "North American Abattoirs Co.", et de la "John P. Squire Co.", sont situés dans la banlieue de Cambridge, et sont entourés d'habitations, mais le plus grand nombre des résidents sont des employés de ces établissements; on n'y traite que de la matière fraîche, cependant les mauvaises odeurs étaient bien perceptibles à une distance d'une centaine de pieds.

L'établissement de la "New England Dressed Meat and Wool Co.", est situé dans un endroit assez éloigné des habitations, à environ 500 pieds; on n'y traite que les rebuts de viandes collectés des étaux de bouchers et les bestiaux qui sont morts dans le trajet vers l'abattoir, ou qui meurent dans les cours. Il n'y a pas de système de ventilation, et les odeurs étaient très fortes lors de notre visite.

Animaux morts. — L'établissement de la "Brighton Abattoir Co.", est situé à Brighton, banlieue de Boston, à quatre milles de la ville; il est éloigné des habitations de cinq cents pieds à peu près, c'est le seul abattoir où il est permis de détruire les animaux morts. Il n'y avait pas d'odeur au moment de notre visite, mais il n'y avait pas non plus d'animaux morts.

Dans cet établissement, les pièces où se font les manipulations sont hermétiquement fermées, et elles sont ventilées par un système de ventilation artificielle activée par des hélices.

Un autre établissement pour la destruction des animaux morts, celui de la "Hinkley Rendering Co.", est situé sur une île, à Somerville, Mass., dans le port, à une distance d'environ deux milles de la terre ferme. Nous n'avons pas pu obtenir beaucoup d'informations concernant ce dernier.

The establishments of most interest to us were those of the United Dressed Beef Co. and the Swift Co., which are almost contiguous to each other and located in the very centre of the City, in a very frequented district. These two abattoirs are certainly, among those we visited, the best equipped for preventing the existence of a nuisance. The windows are hermetically closed and ventilation is effected by means of fans, with inlets for the admission of the external air; the air is then forced by a piping system into a collection chamber, whence it is driven into a long chamber on the roof, where it is filtrated through vapors of pulverized water; the air of the rooms is renewed every 15 minutes. Tar and creosote are used for deodorizing the gases which cannot be dissolved by water and which escape outside. Since this system has been installed, there has been no complaint on the part of the inhabitants residing in the vicinity.

In these establishments, only fresh offal and very fresh waste meat, collected daily in the butchers' stalls of the City, are treated.

These companies have in their employ a sanitary engineer whose duties consist in considering the means of improving the appliances used for destroying bad odors and for rendering the abattoirs as perfect as possible from a sanitary stand point.

Dead animals. — The establishments for the treatment of dead animals are two in number.

One of them, the Offal Dock, is located near the City limits, on the water front; this establishment is unimportant and we did not visit it; we were told, however, that it is a nuisance.

The other one, which is very extensive, is located on Barren Island, in Jamaica Bay, about 10 miles from the City. About 20,000 large cattle and 350,000 small cattle are received annually in this establishment; the City pays to the contractor \$60,000 per annum for this service.

The doors and windows are open and there is no ventilation system. The odors which spread around the establishment are unbearable and are perceptible at a distance of 5 or 6 miles.

## BOSTON.

Abattoirs. — The abattoirs of the North American Abattoirs Co. and of the John P. Squire Co. are located in the outskirts of Cambridge and are surrounded by dwelling-houses, but most of the residents are employed in these establishments; only fresh material is treated therein; bad odors were, nevertheless, quite perceptible at a distance of about 100 feet.

The establishment of the New England Dressed Meat & Wool Co. is situated at a distance of about 500 feet from dwelling-houses. Only waste meat, collected in butchers' stalls, and the animals which die on the way to the abattoir or in the stock yards, are treated in this establishment. There is no ventilation system and the odors were very strong at the time of our visit.

Dead animals. — The establishment of the Brighton Abattoir Co. is situated in Brighton, an outskirt of Boston 4 miles from the City. It is about 500 feet distant from dwelling-houses. This is the only abattoir where destruction of dead animals is allowed. There was no odor at the time of our visit, but there were not either any dead animals.

In this establishment, the rooms where the material is handled, are hermetically closed and are aerated by an artificial ventilation system operated by fans.

Another establishment where dead animals are destroyed is that of the Hinkley Rendering Co., which is located at Somerville, Mass., on an island in the harbour, and is about two miles distant from the main land. We could not obtain much information concerning this establishment.



## CONCLUSIONS.

Nous vous avons décrit les constatations que nous avons pu faire dans chaque ville, pour vous permettre de tirer vous-mêmes des conclusions, quoique cette narration soit très succincte. Cependant avant de vous exposer notre opinion, nous nous permettrons de signaler certains faits qui nous amènent tout naturellement vers la déduction la plus évidente.

Parmi ces faits, les quatre principaux sont que :

- 1° Tous les abattoirs sont une cause de nuisance;
- 2° Les usines d'équarrissage sont particulièrement nuisibles;
- 3° Les moyens actuellement connus pour contrôler et détruire les gaz mal odorants sont insuffisants;
- 4° Les usines d'équarrissages ne doivent pas être construites à côté des abattoirs.

Les abattoirs les mieux aménagés sont une cause de nuisance en eux-mêmes. En effet, les animaux qui y sont amenés, souillent l'enclos avec leurs déjections qui, malgré les plus grands soins de propreté, pénètrent dans le sol et y fermentent.

Au moment de l'abattage, l'évidement des cavités thoraciques et abdominales met à nu une grande quantité de substances éminemment putrescibles; et la transformation de ces substances en graisses et en engrais ne se fait pas, sans que des gaz mal odorants ne soient produits, gaz qui ne peuvent être contrôlés et détruits totalement par les moyens actuellement à notre disposition.

Si nous nous reportons à la narration, que nous avons faite de notre voyage, nous verrons que, dans toutes les villes que nous avons visitées, les abattoirs sont une cause de nuisance; cependant ceux qui sont convenablement outillés peuvent être tolérés, parce que, lorsqu'elle est réduite au minimum, comme aux établissements de la "United Dressed Beef Co.", et de la Compagnie Swift, à New-York, ou encore à l'abattoir de la Compagnie Burke, à Philadelphie, la nuisance est parfaitement tolérable et ne se produit que par moments.

Toutefois, si l'on peut souffrir dans une ville un abattoir déjà établi, il ne faudrait pas y permettre l'érection d'un établissement nouveau, à moins qu'on puisse disposer d'un terrain suffisamment grand, et non exposé à être entouré plus tard par des maisons d'habitations.

Les usines d'équarrissage sont particulièrement nuisibles, à cause de la sorte de marchandise qui y est traitée; les gaz putrides produits en grande quantité ne pouvant pas être totalement contrôlés et détruits, empoisonnent l'atmosphère des environs.

Dans toutes les villes, l'on s'efforce de placer ces établissements le plus loin possible en dehors des limites, parce que c'est l'opinion exprimée généralement par les hygiénistes qu'ils ne peuvent pas être tolérés à l'intérieur.

Certains ingénieurs, que nous avons rencontrés, ont émis l'opinion qu'il est possible de construire des appareils suffisamment effectifs, mais leurs prétentions ne sont basées que sur de la théorie, et nullement sur l'expérience, parce qu'aucun d'eux n'a pu nous indiquer réellement un endroit où il y a une usine pourvue de ces appareils et ne produisant pas de nuisance.

Supposant que, théoriquement, l'on pourrait être convaincu de la possibilité de pourvoir une usine d'équarrissage d'appareils absolument efficaces, nous sommes d'opinion qu'il ne serait pas judicieux d'en faire l'expérience dans notre ville.

Notre opinion est appuyée sur les constatations faites et l'étude de cette question nous a convaincus que les moyens actuellement connus, pour contrôler et détruire les gaz mal

## CONCLUSIONS.

We have given a description of the various establishments which we visited in each city, in order to enable you to draw your own conclusions, although this report is very succinct. However, before submitting our opinion to you, we will take the liberty of calling your attention to certain facts, from which the most evident inference may be made.

Among these facts, the four principal ones are the following:

1. All abattoirs are a cause of nuisance;
2. Knackers' yards are particularly obnoxious;
3. The means at present known for controlling and destroying fetid gases are insufficient;
4. Knackers' yards should not be established close to abattoirs.

The best equipped abattoirs are of themselves a cause of nuisance. The animals which are brought there soil the yard with their dejections, which (although the premises may be kept thoroughly clean) penetrate into the ground and ferment therein.

When the cattle are slaughtered, the emptying of the thoracic and abdominal cavities lays bare a large quantity of most putrescible substances, and the transformation of these substances into fat and fertilisers is not effected without fetid gases being produced, which said gases cannot be controlled and entirely destroyed by the means now at our disposal.

By the account which we have given of our trip, it will be seen that in all the Cities we visited, the abattoirs are a cause of nuisance; however, those which are properly equipped may be tolerated inasmuch as the nuisance, when it is reduced to a minimum, as is the case at the establishments of the United Dressed Beef Co. and the Swift Co., in New-York, and at the abattoir of the Burke Co., in Philadelphia, is quite tolerable and exists only at certain times.

Nevertheless, if the maintenance of an abattoir already established in a City may be suffered, the erection of a new establishment should not be allowed, unless it may be built upon a large area of land, not liable to be surrounded later on by dwelling-houses.

Knackers' yards are particularly obnoxious, on account of the kind of material which is treated there; as the putrid gases which are produced in large quantities cannot be entirely controlled and destroyed, they poison the atmosphere in the vicinity.

In every City, great care is taken to place such establishments as far as possible outside of the limits of the municipality, because the hygienists are of opinion that they should not be tolerated within the territory of any City or Town.

Some engineers whom we have met have expressed the opinion that it was possible to construct apparatus which would be sufficiently efficient, but their contentions are only based on theory and not on experience, for none of them could indicate to us a place where there was an establishment provided with such apparatus and causing no nuisance.

Assuming that, theoretically, one might be convinced that it is possible to provide a knacker's yard with thoroughly efficient apparatus, we are of opinion that it would not be judicious to make a trial of the same in our City.

Our opinion is based on the facts which have come under our notice and a study of this question has convinced us that the means at present known for controlling and

odorants, produits dans les usines d'équarrissage, sont insuffisants.

De plus, nous croyons que ces usines ne devraient pas être contigus à un abattoir, parce que les animaux qui y sont amenés, étant morts de maladies, devraient être éloignés, autant que possible, des objets de consommation; d'ailleurs, de tous les endroits visités, il n'y en a qu'un, où un abattoir est accolé à une usine d'équarrissage.

Le contact indirect est possible, même avec les plus grandes précautions, soit par les mouches, soit par le transport des poussières soulevées par le vent, sans compter la diffusion des gaz.

En résumé, nous croyons qu'il est possible de tolérer dans une ville un abattoir muni des appareils les plus modernes; nous ne croyons pas qu'une usine d'équarrissage, même muni des appareils les plus modernes, puisse être entourée d'habitations, sans être pour les habitants une cause de grande nuisance.

Respectueusement soumis,

(Signé) MEDERIC MARTIN.  
G. MAYRAND.  
T. O'CONNELL.  
E. NAPOLEON HEBERT.

S. BOUCHER, M.D., D. H. P.  
J. CREPEAU,  
Secrétaire de la délégation.

destroying the fetid gases which are produced in knackers' establishments are insufficient.

Moreover, we believe that these establishments should not be close to an abattoir, in view of the fact that the animals brought there, having died of a disease, should be placed at as great a distance as possible from the cattle intended for consumption; as a matter of fact, among all the places which we visited, there is only one where an abattoir adjoins a knacker's yard.

Indirect contact is possible, even with the greatest precautions, either by flies or by the dust scattered by the wind, to say nothing of the diffusion of gases.

To sum up, we are of opinion that it is possible to tolerate in a City an abattoir provided with most modern apparatus; we are also of opinion that a knacker's yard, although it may be provided with most modern devices, must necessarily constitute a serious nuisance, if it is surrounded by dwelling-houses.

Respectfully submitted.

(Signed) MEDERIC MARTIN.  
G. MAYRAND.  
T. O'CONNELL.  
E. NAPOLEON HEBERT.

S. BOUCHER, M.D., D. P. H.  
J. CREPEAU,  
Secretary of the delegation.

## BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 18 novembre 1914, p.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président. Tous présents.

Une déléation de Médecins, représentant les Hôpitaux Général, Notre-Dame et Western, se présente devant le Bureau et expose, qu'à raison des conditions financières actuelles, les hôpitaux plus haut mentionnés ont un déficit approximatif de \$85,000.

Ils demandent à la Ville de combler ce déficit, attendu que les souscriptions qu'ils recevaient des particuliers sont diminuées, en proportion des contributions qui sont données au Fonds Patriotique.

Sont présents,

Pour l'Hôpital Général: Sir H. Montagu Allan, Farquhar Robertson, Dr Alex. Hutchison, F. W. Evans, G. B. Fraser, Dr H. E. Lafleur, Dr J. E. Elder, H. E. Holgate.

Pour l'Hôpital Notre-Dame: Dr de Lotbinière Harwood, T. Bienvenu, Z. Hébert, G. Richard, G. Deserres.

Pour l'Hôpital Western: T. O. Lyall, Dan Gallery, D. E. Friedman, Thomas Gildey, Dr Perrigo, A. R. Doble.

Après pourparlers, la question est prise en considération par les Commissaires.

2.—Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant d'accepter la démission de M. P. Brennan, ainsi que la nomination de M. Daze Cyr, à la position de pompier de 3ème classe, au salaire de \$800 par année, à partir du 17 novembre 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver lesdites recommandations.

3.—Le Bureau procède à la continuation de l'étude du Budget.

Au cours de l'étude du Budget du Département des Incendies, il est

Proposé par M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey,

Que les pompiers-inspecteurs soient remerciés de leurs services, à compter du 1er janvier 1915, et qu'ils soient notifiés en conséquence.

A la demande de Son Honneur le Maire, la considération de cette motion est remise à la séance du 19 courant.

4.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 19 courant, à 3.00 hrs p.m.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

## BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 18th November 1914, p.m.

His Worship the Mayor, Chairman; all the members of the Board.

1.—A delegation of physicians, representing the General, Notre Dame and Western Hospitals, appeared before the Board and stated that owing to the present financial conditions, the above mentioned hospitals have an approximate deficit of \$85,000.

They asked that the City cover the said deficit, as the subscriptions which they were receiving from private individuals have diminished in proportion to the contributions which are given to the Patriotic Fund.

Were present: Sir H. Montague Allan, Farquhar Robertson, Dr Alex. Hutchison, H. E. Holgate, F. W. Evans, G. B. Fraser, Dr. H. E. Lafleur, Dr. J. E. Elder,

For Notre-Dame Hospital: Dr. de Lotbinière-Harwood, F. Bienvenu, G. DeSerres, Z. Hébert, G. Richard.

For Western Hospital: T. O. Lyall, Dan Gallery, D. E. Friedman, Thomas Gildey, Dr. Perrigo, A. R. Doble.

After discussion, consideration of the question was deferred.

2.—Submitted a report from the Chief of the Fire Department, approved by His Worship the Mayor, recommending that Mr. P. Brennan's resignation be accepted, and that Mr. Daze Cyr be appointed 3rd class fireman at a salary of \$800 per annum, from the 17th November 1914.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said recommendations be approved.

3.—The Board proceeded to consider the budget.

When considering the budget of the Fire Department, it was

Moved by Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey,

That the firemen-inspectors be discharged from the 1st January 1915, and that they be notified accordingly.

At the request of His Worship the Mayor, consideration of said motion was deferred until the meeting of the 19th instant.

4.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 19th instant, at 3 o'clock p.m.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*



8.—(23983) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de payer une réclamation de M. Aldas Ménard, au montant de \$25, pour dommages causés, par suite du dépôt de certains matériaux sur sa propriété.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite somme de \$25, à même la balance disponible du crédit voté pour la construction d'un égout-collecteur au quartier Bordeaux.

9.—(21363) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de la demande faite, par la Ville de Cartierville, pour obtenir l'autorisation d'égoutter une partie du territoire de cette municipalité dans l'égout-collecteur du quartier Notre-Dame de Grâces.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

10.—(23993) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, au sujet du projet de relier les deux ponts de la Compagnie du Pacifique et de la Compagnie du Grand-Tronc, entre l'Île de Montréal, l'Île Perrot et le comté de Vaudreuil.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil.

11.—Soumise une communication de M. C. H. Lavallée, avocat, au sujet d'une cotisation imposée, pour le paiement d'un canal d'égouts sur la rue Persillier, dans le quartier Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

12.—(22053) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, concernant la proposition faite, par la Commission Scolaire de Tétraultville, aux fins d'échanger avec la Ville, un certain terrain.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer la Commission Scolaire de Tétraultville, que l'échange de terrain demandé, dans leur communication du 5 août dernier, peut être fait, mais pas avant que ladite Commission Scolaire ait obtenu l'autorisation, à cet effet du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

13.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

Edifices Municipaux: 463, 470, 475, 476, 477, 473, 478, 486, 48.

Département des Marchés: M. re Fuses.

Département de l'Incinération: 201, 207, 211, 213.

Département des Parcs: 86, 252, 253, 257, 260, 261, 87, 256, 258, 262, 255, 254.

14.—Soumises six séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$3,647.94, \$8,742.20, \$37,735.20, \$2,170.19, \$167,279.85, \$10,838.35, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

15.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter les crédits nécessaires pour payer les réclamations ci-après:

8870.	J. H. Bédard, — accident d'auto . . . . .	\$ 25.00
9113.	D. Séguin, — inondation . . . . .	75.00
9220.	W. A. Luckie, — lampe brisée . . . . .	6.00
8875.	R. Legault, — dépenses inutiles . . . . .	17.50
8865.	Imperial Guarantee & Accident Ins. Co., — vitre brisée . . . . .	29.00
9096.	R. S. Muir & Co., — dommages . . . . .	5.00

8.—(23983) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that Mr. Aldas Ménard be paid a claim of \$25 for damages caused by the deposition of certain materials on his property.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said sum of \$25 ex-available balance of the appropriation voted for the laying of a main sewer in Bordeaux Ward.

9.—(21363) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the application made by the Town of Cartierville for authorization to drain part of its territory into the main sewer of Notre-Dame de Grâces Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

10.—(23993) Submitted a report from the Chief Engineer, anent the project of connecting the two bridges of the C. P. R. and the G. T. R., between the Island of Montreal and Perrot Island and the County of Vaudreuil.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be transmitted to the Council.

11.—Submitted a communication from Mr. C. H. Lavallée, advocate, anent a tax imposed for the payment of a sewer in Persillier street, in Bordeaux Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for a report.

12.—(22053) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, concerning an offer from the Tétraultville School Commissioners to exchange with the City a certain lot of land.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Board of School Commissioners of Tétraultville be informed that said exchange cannot be effected before the said Board has obtained the required authorization from the Lieutenant-Governor in Council.

13.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To approve of the following requisitions:

Municipal Buildings, 463, 470, 475, 476, 477, 473, 478, 486, 48.

Markets Department, M. Re Fuses.

Incineration Department, 201, 207, 211, 213.

Parks Department, 86, 252, 253, 257, 260, 261, 87, 256, 258, 262, 255, 254.

14.—Submitted six series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor to the respective amounts of \$3,647.94, \$8,742.20, \$37,735.20, \$2,170.19, \$167,279.85, \$10,838.35, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

15.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the appropriations required to pay the undermentioned claims, be voted:

8870	J. H. Bédard, — Automobile accident ..	\$ 25.00
9113	D. Séguin, — Flooding . . . . .	75.00
9220	W. A. Lackie, — Lamp broken . . . . .	6.00
8875	R. Legault, — Useless expenses . . . . .	17.50
8865	Imperial Guarantee & Acc. Ins. Co. — Glass broken . . . . .	29.00
9096	R. S. Muir & Co. — Damages . . . . .	5.00

9219.	Joseph Giguère, — accident de voiture .. ..	79.10
9272.	J. A. Dubé, — dommages .. .. .	15.00
9245.	Arsène Fontaine, — auvent endommagé ..	11.00
9179.	Dame E. Anderson, — dommages .. .. .	51.50
9199.	Joseph Jolivet, — accident de travail .. ..	46.34
8879.	J. R. Brown, — voiture brisée .. .. .	4.00
8910.	E. Frenette, — vitre brisée .. .. .	2.00
9242.	Joseph Fortier, — vitrine endommagée .. .	45.09
9285.	G. A. Bowden, — porte et vitre brisées .. .	20.00
8840.	G. Gratton, — chute de voiture .. .. .	200.00
9272.	F. Bazinet, — perte de salaire .. .. .	30.00
9205.	J. Bisailon, — perte de salaire .. .. .	115.00
9146.	O. Lavigne, — perte de salaire .. .. .	10.00
9319.	J. Leroux, — perte de salaire .. .. .	11.25
9301.	E. Magnan, — perte de salaire .. .. .	20.00
9232.	J. Robillard, — perte de salaire .. .. .	22.50
9318.	Eldorado Laundry Co., — accident de voiture	5.85
9291.	O. Parent, — vitre brisée .. .. .	3.80
9286.	A. Huneault, — effets perdus .. .. .	57.50
9308.	A. Marcoux, — salaire .. .. .	5.21
	Frais .. .. .	4.40
8068.	William Davis, — chute (jugement) .. .	230.00
	Intérêts .. .. .	0.80
	Frais .. .. .	156.00

Re:

Expropriation, rue LeRoyer, — compte F. X. Cham-	
pagne .. .. .	2.25
Expropriation, rue St-André, — compte F. X. Cham-	
pagne .. .. .	4.00
Expropriation, rue Sherbrooke, — compte F. X.	
Champagne .. .. .	12.00
Expropriation, rue Masson, — compte F. X. Cham-	
pagne .. .. .	4.50

et de rejeter les réclamations suivantes:

8856, 9200, 9123, 9238, 9317, 8878, 9262, 9121, 9196, 9109, 8893, 9075, 9311, 8830, 8853, 8851, 9310, 8869, 9228, 9858, 9059, 9275, 9266.

16.—(23970) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant de donner instructions au Notaire de la Ville de servir un protêt, à l'entrepreneur Joseph Denis, qui ne remplit pas les conditions de son contrat, pour la bâtisse de pompe No 8, du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de donner instructions au Notaire de la Ville d'y donner suite.

17.—(20337) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de servir un protêt aux entrepreneurs "Harris Construction Co." et "T. O. Sullivan", pour les forcer à remettre en état de viabilité le Chemin de la Côte de Liesse.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de donner instructions au Notaire de la Ville d'y donner suite.

18.—(23530) Soumise une communication de l'Architecte Daoust, transmettant un estimé, au montant de \$35,500, du coût de la construction du Bain Emard et Saint-Paul, et recommandant de payer à l'entrepreneur L. Langevin, un montant de \$3,203 et de garder une retenue de \$347, vu qu'il y a certains travaux qui restent à faire.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation, sans que le paiement de ladite somme constitue une acceptation finale des travaux.

19.—(23997) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, demandant l'autorisation d'accepter les termes proposés par

9219	Joseph Giguère, — Vehicle accident .. ..	79.10
9272	J. A. Dubé, — Damages .. .. .	15.00
9245	Arsène Fontaine, — Awning damaged ..	1.00
9179	Mrs. E. Anderson, — Damages .. .. .	51.50
9199	Joseph Jolivet, — Labor accident .. .. .	46.34
8879	J. R. Brown, — Vehicle broken .. .. .	4.00
8910	E. Frenette, — Glass broken .. .. .	2.00
9242	Joseph Fortier, — Window damaged .. .	45.09
9285	G. A. Bowden, — Door and glasses broken	20.00
8840	G. Gratton, — Fall from vehicle .. .. .	200.00
9272	F. Bazinet, — Loss of salary .. .. .	30.00
9205	J. Bisailon, — Loss of salary .. .. .	115.00
9146	O. Lavigne, — Loss of salary .. .. .	10.00
9319	J. Leroux, — Loss of salary .. .. .	11.25
9301	E. Magnan, — Loss of salary .. .. .	20.00
9232	J. Robillard, — Loss of salary .. .. .	22.50
9318	Eldorado Laundry Co. — Vehicle accident	5.85
9291	O. Parent, — Glass broken .. .. .	3.80
9286	A. Huneault, — Goods lost .. .. .	57.50
9308	A. Marcoux, — Salary .. .. .	5.21
	Costs .. .. .	4.40
8068	William Davis, — Fall (judgment) .. .	230.00
	Interests .. .. .	.80
	Costs .. .. .	156.00

Le Royer street expropriation, F. X.	
Champagne's account .. .. .	2.25
St. André street expropriation, F. X.	
Champagne's account .. .. .	4.00
Sherbrooke street expropriation, F. X.	
Champagne's account .. .. .	12.00
Masson street expropriation, F. X. Cham-	
pagne's account .. .. .	4.50

and to reject the following claims:

8856, 9200, 9123, 9238, 9317, 8878, 9262, 9121, 9196, 9109, 8893, 9075, 9311, 8830, 8853, 8851, 9310, 8869, 9228, 9858, 9059, 9275, 9266.

16.—(23970) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that instructions be given to the City Notary to serve a protest upon Joseph Denis, contractor, who does not comply with his contract for the erection of No. 8 Pump, at the Low Level Station.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that instructions be given to the City Notary to act accordingly.

17.—(20337) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that a protest be served upon the Harris Construction Co., contractors, and T. O. Sullivan, in order to compel them to put Côte de Liesse Road in good condition.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that instructions be given to the City Notary to act accordingly.

18.—(23530) Submitted a communication from Mr. Daoust, architect, transmitting an estimate (amounting to \$35,500) of the cost of the construction of the Emard and St. Paul baths, and recommending that Mr. L. Langevin, contractor, be paid an amount of \$35,153, and that a sum of \$347 be retained, as there are certain works still to be done.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said recommendation be approved, payment of said sum not to be construed as a final acceptance of the works.

19.—(23997) Submitted a report from the City Treasurer, asking that he be authorized to accept the terms

la "National Bank of Scotland", au sujet du taux chargé, en rapport avec l'emprunt permanent de 1891.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

20.—(23798) Soumis des rapports de l'Architecte de la Ville et du Surintendant des Edifices Municipaux, transmettant les noms de certaines personnes qu'ils croient en mesure de soumissionner, pour la corniche en tôle galvanisée, du Marché Bonsecours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De donner instructions au Surintendant des Marchés d'inviter les personnes mentionnées dans lesdites listes, à venir se procurer les enveloppes et spécifications, à l'Hôtel-de-Ville, et à soumissionner pour l'exécution de ces travaux.

21.—(23887) Soumis un rapport du Département en Loi, demandant l'autorisation de retirer la plainte de la Ville, dans une cause contre les Commissaires du Havre, en rapport avec l'évaluation des propriétés du Havre.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

22.—(23857) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant le remboursement d'une somme de \$222.45, payée par le pompier Georges Lavoie, pour traitements anti-tuberculeux.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si la Ville a le droit de donner suite à cette recommandation.

23.—M. l'échevin Larivière demande au Bureau d'acquiescer l'aqueduc Du Perré, situé dans le quartier Longue-Pointe.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur-Surintendant de l'Aqueduc pour rapport.

24.—(23846) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant d'acquiescer, d'ici au 1<sup>er</sup> mai prochain, à la demande du Comité Spécial "L'Assistance par le Travail", de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, à l'effet de faire mettre à leur disposition, la salle du Conseil, de l'ancien Hôtel-de-Ville de Saint-Louis, et les quelques autres appartements contigus à cette salle, pour y établir un dortoir, devant servir aux femmes et aux jeunes filles affectées par la crise économique actuelle.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

25.—Le Bureau continue l'étude du Budget de 1915, et les résolutions suivantes sont adoptées:

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que M. L. J. Primeau, Surveillant des Achats et des Ventes, soit transféré au Bureau des Commissaires, en qualité de secrétaire particulier de M. le Commissaire Côté, et que la résolution du 17 juillet 1914, le nommant Surveillant des Achats et des Ventes, soit rescindée et annulée à toutes fins que de droit, sujet à lajustement définitif du budget de 1915.

Soumise une lettre de M. L. J. Primeau, transmettant sa résignation, comme Surveillant des Achats et des Ventes.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De déposer sur la table pour considération ultérieure.

26.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que le salaire, voté pour la position de premier commis, Bureau de l'Ingénieur en Chef, soit réduit de \$2,000 à \$1,600 par année, sujet à lajustement définitif du budget de 1915.

proposed by the National Bank of Scotland anent the rate charged in connection with the permanent loan of 1891.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

20.—(23798) Submitted reports from the City Architect and the Superintendent of Municipal Buildings, transmitting a list of persons whom they consider to be in a position to tender for the construction of a galvanized iron cornice at Bonsecours Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Superintendent of Markets be instructed to ask the parties mentioned in the said list to come to the City Hall and get the envelopes and specifications, and to tender for said work.

21.—(23887) Submitted a report from the Law Department, asking for authorization to withdraw the complaint of the City, in a case against the Harbour Commissioners, in connection with the assessment of the Harbour properties.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved.

22.—(23857) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that fireman Georges Lavoie be refunded a sum of \$222.45 which he paid for anti-tuberculosis treatment.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department, in order to know if the City has the power to carry the said recommendation into effect.

23.—Ald. Larivière asked that the Board acquire the Duperré Waterworks, in Longue Pointe Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Engineer Superintendent of the Waterworks for a report.

24.—(23846) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that the petition from the Special Committee "L'Assistance par le Travail" of the "Fédération Nationale St-Jean-Baptiste", asking that the Council Room in the former City Hall of St. Louis, and some other rooms adjoining the same, be placed at its disposal, for the purpose of establishing therein a dormitory to be used by women and young girls affected by the present economical crisis, be granted until the 1st May next.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

25.—The Board resumed consideration of the budget of 1915, and the following resolutions were adopted:

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That Mr. L. J. Primeau, Supervisor of Purchases and Sales, be transferred to the Board of Commissioners, as private Secretary to Commissioner Côté, and that the resolution of the 17th July 1914, appointing him Supervisor of Purchases and Sales, be rescinded and annulled to all intents and purposes.

Submitted a letter from Mr. L. J. Primeau, transmitting his resignation as Supervisor of Purchases and Sales.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be laid on the table for future consideration.

26.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the salary voted for the position of Chief Clerk, Chief Engineer's Office, be reduced from \$2,000 to \$1,600 per annum, subject to the final adjustment of the budget for 1915.

Proposé par M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert,

Que le montant de \$400, pris sur le salaire du premier commis du Bureau de l'Ingénieur en Chef, qui a été réduit de \$2,000 à \$1,600 soit ajouté au salaire de \$2,500, voté pour la position d'Ingénieur pour la Voirie, Ponts et Tunnels (service technique) et Chef de Bureau, de façon à porter ce salaire à \$2,900 par année.

La motion étant mise aux voix, le Bureau se partage :

Pour: MM. McDonald, Ainey et Hébert.

Contre: M. Côté.

Ainsi elle est affirmative et il est résolu en conséquence, le tout sujet à l'ajustement définitif du budget de 1915.

27.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que litem du budget du Département des Travaux Publics "\$29,300", "Plan of the City, Expropriations, Lines and Levels", soit voté pour les montants, sans mention de nom.

28.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que M. J. Laurion, inspecteur de tramways, qui avait été démis de ses fonctions, par résolution en date du 27 octobre, soit réinstallé.

29.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que les charretiers de voitures simples, soient payés \$3.75 par jour, et les charretiers de voitures doubles, \$6.00 par jour, sujet à l'ajustement définitif du budget de 1915.

30.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 20 courant, à 3.00 hrs p.m., pour continuer l'étude du budget.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the amount of \$400 taken from the salary of the Chief Clerk, Chief Engineer's Office, which was reduced from \$2,000 to \$1,600, be added to the position of \$2,500 voted for the position of Engineer for roads, bridges and tunnels (Technical Service), and Chief Clerk, so as to raise said salary to \$2,900 per annum.

The said motion being put, the Board divided:

Yeas: Messrs. McDonald, Ainey and Hébert.

Nay: Mr. Côté.

So it was carried and

Resolved: Accordingly, the whole subject to the final adjustment of the budget for 1915.

27.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the item of the budget, Public Works Department: \$29,300, Plan of the City, Expropriations, Lines and Levels, be voted without mentioning any name.

28.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That Mr. J. Laurion, Tramway Inspector, who was discharged by resolution of the 27th October, be reinstated.

29.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That carters with single vehicle be paid \$3.75 per day, and that carters with double vehicle be paid \$6.00 per day, subject to the final adjustment of the budget of 1915.

30.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the meeting be adjourned until the 20th instant, at 3 o'clock p.m., to resume consideration of the budget.

L. N. SENECAI,  
Secretary.



## COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 6 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Turcot, Giroux, Loranger, Ménard et Mayrand.

Les minutes de la dernière séance sont lues et ratifiées.

Soumise et lue une communication de l'Avocat en Chef de la Cité, transmise par le Conseil à cette Commission, suggérant, qu'avant d'adopter le nouveau projet de règlement de construction des édifices, préparé par MM. Venne & Francis, un comité composé du Greffier de la Cité, d'un membre du Comité de Législation et des Avocats de la Cité soit nommé pour préparer une refonte des règlements qui sont affectés par le nouveau règlement.

Et un débat s'engageant,

MM. L. O. David, Greffier de la Cité, Chs Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité, et Alcide Chaussé, Surintendant des Bâtisses, sont appelés devant la Commission et se déclarent prêts à entreprendre immédiatement le travail de refonte suggéré par l'Avocat de la Cité.

Il est alors

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que la suggestion de l'Avocat en Chef de la Cité soit acceptée et qu'un comité composé de l'Hon. L. O. David, Greffier de la Cité, Hon. Chs Laurendeau, C.R., Avocat en Chef de la Cité, et de M. Alcide Chaussé, Surintendant des Bâtisses, soit nommé pour préparer immédiatement une refonte de tous les règlements qui sont affectés par le nouveau code de construction de bâtiments préparés par MM. Venne & Francis.

Soumises diverses résolutions du Conseil et des rapports du Surintendant des Bâtisses, au sujet de l'opportunité de mettre l'inspection des fils électriques sous le contrôle de la Cité.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: De référer cette question à l'Avocat de la Cité et au Surintendant des Bâtiments, afin d'étudier quels sont les droits que la Ville possède à ce sujet, et afin de savoir si la Ville, au cas où l'on établirait un bureau d'inspection des fils et installations électriques, pourrait forcer les compagnies d'assurance et les compagnies qui fournissent l'énergie électrique, à accepter les certificats qu'elle émettrait, de préférence à ceux qui sont émis par le bureau d'inspection organisé et maintenu par l'Association des Assureurs. Les officiers ci-dessus mentionnés devant faire à la Commission toute suggestion qu'ils croient opportunes pour arriver à une solution de cette question.

Soumis un rapport de M. Thos P. Mazurette, secrétaire du Service de la Voirie, relativement aux tableaux-réclame installés sur les terrains privés, etc.

Délibération remise.

Soumise une résolution du Conseil, en date du 22 septembre 1914, au sujet de la ratification par la Législature d'un arrangement entre la Cité et le Gouvernement Fédéral, relativement au paiement d'une somme globale pour l'installation d'une voûte au coin des rues McGill et Normand.

Résolu: De renvoyer ce documents à l'Avocat en Chef de la Cité pour inclure dans le prochain bill de la Cité, l'amendement nécessaire pour la ratification de cet arrangement ainsi que pour la ratification d'un autre arrangement semblable au sujet de l'érection d'une passerelle au-dessus de la ruelle Fortification.

Soumise une communication de M. J. Stanley Whitty, faisant certaines suggestions au sujet de la loi électorale.

Référée au Greffier de la Cité pour rapport.

Soumise une communication de l'Avocat en Chef de la Cité, déclarant qu'il serait préférable qu'à la prochaine session de la Législature, la Ville demande d'être relevée de l'obligation de placer un poste de police et de pompiers dans l'ancien hôtel-de-ville de Rosemont.

## LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 6th November 1914.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Turcot, Loranger, Ménard and Mayrand.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

Submitted and read a communication from the Chief City Attorney, transmitted by Council to this Committee, suggesting that before adopting the new draft of by-law re erection of buildings, prepared by Messrs. Venne & Francis, a Committee composed of the City Clerk, a member of the Legislation Committee and one of the City Attorneys be appointed to consolidate the by-laws which are affected by the new by-law.

And a debate arising,

Messrs. L. O. David, City Clerk, Chas. Laurendeau, Chief City Attorney, and Alcide Chaussé, Superintendent of the Building Department, were called before the Committee and stated that they were prepared to immediately proceed to consolidate the aforesaid by-laws, as suggested by the City Attorney.

It was then

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Chief City Attorney's suggestion be accepted, and that a Committee composed of the Hon. L. O. David, City Clerk, Hon. Chs. Laurendeau, K.C., Chief City Attorney, and Mr. Alcide Chaussé, Superintendent of Buildings, be appointed to immediately proceed to consolidate all the by-laws which are affected by the new Code for the erection of buildings prepared by Messrs. Venne & Francis.

Submitted different resolutions of Council and reports from the Superintendent of Buildings, anent the advisability of placing the inspection of the electric wires under the City's control.

And a debate arising, it was

Resolved: That said question be referred to the City Attorney and to the Superintendent of Buildings, in order to ascertain what are the City's rights in this connection, and to know if the City, in the event of a wire and electric installation inspection bureau being established, could compel the insurance companies and the companies supplying electric power, to accept the certificates which it would issue in preference to those which are issued by the Underwriters Association. The above mentioned officials to submit to this Committee all suggestions they may deem advisable for the settlement of this question.

Submitted a report from Mr. Thos. P. Mazurette, Secretary of the Roads Department, in connection with advertising boards erected on private lots, etc.

Consideration deferred.

Submitted a resolution of Council, adopted on the 22nd September 1914, anent the ratification by the Legislature of an agreement between the City and the Federal Government re payment of a lump sum for the installation of a vault at the corner of McGill and Normand streets.

Resolved: That said document be referred to the Chief City Attorney with instructions to include in the next City's Bill, the amendment required for the ratification of said agreement as well as for the ratification of another similar agreement anent the erection of a bridge over Fortification lane.

Submitted a communication from Mr. J. Stanley Whitty, making certain suggestions anent the electoral law.

Referred to the City Clerk for a report.

Submitted a communication from the Chief City Attorney, stating that it would be advisable at the next session of the Legislature, that the City ask that it be relieved from the obligation of using the former Town Hall of Rosemont as a police and fire station.

Résolu: De prier l'Avocat de la Cité de préparer un amendement à cet effet pour être inclus dans le bill qui sera soumis à la prochaine session de la Législature.

Soumis une communication de l'Avocat en Chef de la Cité, informant la Commission, en réponse à une demande du Conde Construction de Montréal et de la banlieue que, d'après le rapport du Surintendant des Edifices, il n'est pas opportun de prohiber l'usage des fournaises à charbon de gaz dont on se sert pour faire sécher les enduits lorsqu'on construit des édifices.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

Ajournement.

JULES CREPEAU,  
Secrétaire

## COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 19 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Loranger, Giroux, Ménard, Mayrand et Turcot.

Soumis un projet d'amendement à la sous-section (g) de la section 364 de la Charte, à l'effet d'exempter du paiement de la taxe sur les tables de billards, les clubs, cercles et associations établis sous le patronage du clergé.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: De demander à M. Bienvenu, Surintendant des Licences et Privilèges, un rapport sur cette question, en le priant d'indiquer aussi: 1° Quels sont les clubs et associations qui paient ou qui ne paient pas de licences pour tables de billards ou de pools; 2° Pour quelles raisons certains clubs ou associations ne paient pas de licence; 3° S'il y a eu des poursuites d'intentées et si ces poursuites ont été contestées.

Il est aussi,

Résolu: De demander à l'Avocat en Chef de la Cité de bien vouloir donner à cette Commission l'interprétation de la sous-section (g) de la section 364 de la Charte et du Règlement No 432 concernant les taxes, afin de savoir si les clubs, cercles, etc., que l'on veut exempter par l'amendement à l'Article 364 de la Charte ne le sont pas déjà par le Règlement No 432.

Soumis un rapport du Chef de Police et une résolution du Bureau des Commissaires, au sujet de l'opportunité d'amender le règlement prohibant le passage des bestiaux à travers les rues de la Cité.

Il est alors,

Résolu: De recommander au Conseil d'amender l'Article X, section 96, du Règlement No 296, de façon à permettre le passage des bestiaux dans les différentes rues de la Ville, mais seulement entre minuit et cinq heures du matin.

Soumis des rapports de l'Ingénieur de la Cité et du Bureau des Commissaires, au sujet de certaines demandes faites par des manufacturiers et des agents de camions-automobiles, à l'effet de savoir si les dispositions du Règlement No 504 s'appliquent à certaines sortes de tracteurs automobiles et, si oui, pour obtenir que ces dispositions soient changées.

Résolu: Que cette Commission ne voit pas l'opportunité de changer les dispositions du Règlement No 504, pour le présent.

Soumise une résolution du Conseil, en date du 4 mai 1914, référant à cette Commission, une proposition de M. Péchevin Larivière au sujet de l'immigration.

Résolu: De faire rapport au Conseil que cette Commission est d'opinion que cette proposition est devenue inopportune maintenant, et que d'ailleurs, les questions d'immigration sont du ressort des autorités fédérales.

Ajournement.

JULES CREPEAU,  
Secrétaire.

Resolved: That the City Attorney be requested to prepare an amendment to this effect, the same to be included in the Bill which will be submitted at the next session of the Legislature.

Submitted a communication from the Chief City Attorney, informing the Committee, in reply to a request made by the "Conseil de Construction de Montréal et de la Banlieue" that, according to the report of the Superintendent of Buildings, it is not advisable to prohibit the use of coke furnaces which are used for drying plastering when buildings are being erected.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

Adjourned.

JULES CREPEAU,  
Secretary.

## LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 19th November 1914.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Loranger, Giroux, Ménard, Mayrand and Turcot.

Submitted a draft of amendment to sub-section (g) of section 364 of the Charter, to exempt from the payment of the tax on billiard tables, the clubs and associations established under the patronage of the clergy.

And a debate arising, it was

Resolved: That Mr. Bienvenu, Superintendent of the License and Privilege Department, be requested to report on this question and to also state 1° what are the names of the clubs and associations which pay or do not pay any license for billiard or pool tables; 2° for what reasons certain clubs or associations do not pay any license; 3° if any law-suits have been taken and if the same were contested.

It was also

Resolved: That the Chief City Attorney be requested to give this Committee his opinion as to the interpretation of sub-section (g) of section 364 of the Charter and of by-law No. 432 concerning taxes, in order to know if the clubs, etc., which it is proposed to exempt from taxation by amending article 364 of the Charter are not already exempted from the payment of a license by by-law No. 432.

Submitted a report from the Chief of Police and a resolution from the Board of Commissioners anent the advisability of amending the by-law prohibiting the driving of cattle through the streets of the City.

It was then

Resolved: That a report be made to Council, recommending that article X, section 96, of by-law No. 296, be amended so as to allow the driving of cattle in the different streets of the City, but only between midnight and five o'clock in the morning.

Submitted reports from the City Engineer and the Board of Commissioners, anent certain inquiries made by manufacturers and agents of automobile trucks, as to whether the provisions of by-law No. 504 apply to certain kinds of automobile tractors and, if so, asking that such provisions be amended.

Resolved: That this Committee do not deem it advisable to amend the provisions of by-law No. 504 at the present time.

Submitted a resolution of the Council adopted on the 4th May 1914, referring to the Committee a proposal submitted by Ald. Larivière concerning immigration.

Resolved: That a report be made to Council, stating that this Committee is of opinion that such proposal has now become inopportune and besides, that the questions of immigration are within the province of the Federal Government.

Adjourned.

JULES CREPEAU,  
Secretary.

## COMMISSION SPECIALE

**"re" projet de règlement concernant la circulation des voitures sur certaine partie des rues Saint-Jacques et Notre-Dame.**

Compte rendu de l'assemblée du 19 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins Weldon, L. A. Lapointe, Loranger, O'Connell et Therrien.

1.—Soumis et lu l'extrait du procès-verbal du Conseil, en date du 26 octobre 1914, constituant cette Commission.

Déposé aux archives.

2.—Sur la proposition de M. l'échevin Lapointe, il est Résolu: Que M. l'échevin Weldon soit nommé président de cette Commission.

M. l'échevin Weldon prend, en conséquence, le fauteuil de la présidence et, étant soumis le projet de règlement que la Commission est chargé d'étudier.

Sur la proposition de M. l'échevin Lapointe, il est Résolu: Que le secrétaire reçoive instruction de faire préparer et de soumettre à la Commission, à sa prochaine séance, un croquis démontrant la manière dont devraient, en vertu du projet de règlement à l'étude, circuler, etc., les voitures sur la rue Saint-Jacques, entre les rues Notre-Dame et McGill, et sur la rue Notre-Dame, entre les rues Saint-Jacques et McGill.

3.—Sur la proposition de M. l'échevin L. A. Lapointe, il est Résolu: Que le projet de règlement à l'étude soit transmis à M. O. Campeau, Surintendant du Département de Police, pour avoir son opinion sur l'opportunité de l'adopter, et de prier ledit Surintendant de dire, dans le cas où il serait d'opinion qu'il doit l'être, d'informer cette Commission si les dispositions qu'il contient devraient être applicables toute la journée ou seulement à certaines heures.

4.—Il est aussi Résolu: Que ce projet de règlement soit renvoyé à une Commission Spéciale, composée de MM. les échevins L. A. Lapointe, Weldon et Loranger, avec prière de consulter les principaux intéressés, marchands, résidents, etc., de la partie de la rue Saint-Jacques comprise dans leurs quartier respectif, sur l'opportunité d'adopter tel règlement.

Le secrétaire reçoit aussi instruction de prier la presse de publier ce règlement afin de permettre au public d'exprimer ses vues à ce sujet.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,  
Secrétaire.

## SPECIAL COMMITTEE

**"re" draft of by-law concerning circular traffic on a certain part of St. James and Notre Dame streets.**

Report of meeting held on the 19th November 1914.

Present: Ald. Weldon, L. A. Lapointe, Loranger, O'Connell and Therrien.

1.—Submitted and read an extract from the minutes of Council dated the 26th October 1914, appointing this Committee.

Filed of record.

2.—On motion of Ald. Lapointe, it was Resolved: That Ald. Weldon be appointed Chairman of this Committee.

Ald. Weldon thereupon took the Chair, and the draft of by-law which said Committee was requested to examine being submitted,

On motion of Ald. Lapointe, it was

Resolved: That the Secretary be instructed to prepare and to submit to this Committee at its next meeting, a plan showing the manner in which, under the draft of by-law now under consideration, the vehicles would have to run on St. James street, between Notre Dame and McGill streets, and on Notre Dame street, between St. James and McGill streets.

3.—On motion of Ald. L. A. Lapointe, it was Resolved: That the draft of by-law now under consideration be transmitted to Mr. O. Campeau, Superintendent of the Police Department, for a report as to the advisability of adopting the same, and if he is of opinion that said by-law should be adopted, that he be requested to inform the Committee whether the provisions which it contains should be enforced all day long or at certain hours only.

4.—It was also

Resolved: That said draft of by-law be referred to a Special Committee composed of Ald. L. A. Lapointe, Weldon and Loranger, with a request that they consult the principal interested parties (merchants, residents, etc.), in that part of St. James street situated within their respective ward, on the advisability of enacting such a by-law.

The Secretary was also instructed to ask the newspapers to publish the said by-law in order that the public may express their views thereon.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,  
Secretary.

## BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 20 novembre 1914, p.m.

Son Honneur le Maire, Président; MM. les Commissaires Ainey, Côté, McDonald.

1.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

Assistance Municipale: 362, 391, 392, 393, 394.

Cour du Recorder: Pour une plume-fontaine.

Département des Alarmes: F. A. 80.

Département de Police: P. 282, 294, 295, 302, 303, 304, 305, 308, 309, 309A, 310, 311, 312, 314, 315, 316, 317.

Département des Incendies: 297, 309, 317, 319, 321, 322, 323, 325.

Département de Police: P. 318.

Département des Incendies: F. 326, 327, 325.

Département des Maladies Contagieuses: D 125, 135, 136, 137, 138.

2.—Le Bureau procède à l'ouverture des soumissions pour l'installation d'un système de chauffage à vapeur, pour les maisons des employés de la station du Bas-Niveau, Département de l'Aqueduc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer les soumissions suivantes à l'Ingénieur en Chef, et de déposer les chèques de dépôt les accompagnant au Bureau du Trésorier de la Cité, savoir:

1. T. Lessard & Sons, Limited.. ..	\$1,875.00	\$187.50
2. L. Moulton & Co., Limited.. ..	2,085.00	208.50
3. The Garth Company.. .. .	2,379.81	239.79
4. James Ballantyne .. . . .	2,500.00	250.00

3.—Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant la nomination de M. Lorenzo Perron, comme chauffeur au Refuge Meurling, au salaire de \$800 par année, en remplacement de M. Alfred Houlé, démissionnaire.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accepter la démission de M. Houlé et d'approuver la nomination de M. Perron.

4.—Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant le paiement, à la Compagnie W. E. Seagrave, d'un compte, pour la fourniture de quatre tracteurs-automobiles, au montant de \$27,300.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

5.—(23172) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de l'action de Latreille vs La Cité de Montréal, au montant de \$1,800, plus les frais, s'élevant approximativement à la somme de \$31.85.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De recommander au Conseil, sans préjudice aux droits de la Cité, de régler ladite réclamation comme ci-dessus, et de tenir une enquête administrative, sous la direction du Département en Loi, quant aux responsabilités, au sujet des travaux qui ont été faits.

M. le Commissaire Hébert prend son siège.

6.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la résolution à l'effet de payer un compte de \$273 soit reconsidérée.

## BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 20th November 1914, p.m.

Present: His Worship the Mayor, in the Chair; Commissioners Ainey, Côté and McDonald.

1.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To grant the following requisitions:

Municipal Assistance—362, 391, 392, 393, 394.

Recorder's Court—For a fountain pen.

Fire Alarm Department—F. A. 80.

Police Department—P. 282, 294, 295, 302, 303, 304, 305, 308, 309, 309A, 310, 311, 312, 314, 315, 316, 317.

Fire Department—297, 309, 317, 319, 321, 322, 323, 325.

Police Department—P. 318.

Fire Department—F. 326, 327, 325.

Contagious Diseases Department—D. 125, 135, 136, 137, 138.

2.—The Board proceeded to open the tenders for the installation of a steam heating system, for the lodgings of employees at the Low Level Station, Water Department.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the following tenders be referred to the Chief Engineer, and that the cheques be deposited with the City Treasurer, to wit:

1. T. Lessard & Sons, Limited.. ..	\$1,875.00	\$187.50
2. L. Moulton & Co., Limited.. ..	2,085.00	208.50
3. The Garth Company.. .. .	2,379.81	239.79
4. James Ballantyne .. . . .	2,500.00	250.00

3.—Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that Mr. Lorenzo Perron be appointed stoker at the Meurling Refuge, at a salary of \$800 per annum, vice Mr. Alfred Houlé who has resigned.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Mr. Houlé's resignation be accepted, and Mr. Perron's appointment approved.

4.—Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that the W. E. Seagrave Company be paid an account of \$27,300 for the supply of four automobile tractors.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

5.—(23172) Submitted a report from the Law Department, recommending that the action of Latreille vs. the City of Montreal, amounting to \$1,800, plus the costs aggregating the sum of about \$31.85, be settled.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said claim be settled as aforesaid without prejudice to the City's rights, and that an administrative investigation be held under the direction of the Law Department, in order to ascertain on whom rests the responsibility for the works carried out.

Commissioner Hébert took his seat.

6.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the resolution adopted anent the payment of an account of \$27,300 be reconsidered.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la résolution, plus haut mentionnée, à l'effet de payer un compte de \$27,300, à la Compagnie W. E. Seagrave, soit rescindée, et que le Département en Loi soit prié de faire rapport, au sujet des retards apportés par ladite Compagnie, dans la fourniture des tracteurs-automobiles, tel qu'il appert au rapport du Surintendant des Achats et des Ventes.

7.—Soumises trois séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, aux montants respectifs de \$18,083.84, \$30,601.28, \$10,477.95, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

8.—Le Bureau continue l'étude du Budget pour 1915. Au cours de cette étude, M. l'échevin L. A. Lapointe suggère de donner une augmentation à tous les employés recevant des salaires de \$700 par année et moins, et le Contrôleur et Auditeur de la Cité reçoit instructions de fournir au Bureau une liste de ces employés.

9.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Considérant le nombre assez considérable d'anciens fonctionnaires municipaux, à qui la Cité de Montréal paie une pension de retraite, que le Département de l'Assistance Municipale soit chargé de centraliser les listes de paie, pour lesdites pensions et de les contrôler.

La présente résolution devant prendre effet à compter du 1er janvier 1915.

10.—Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant la remise à M. Victor Lévesque, d'un dépôt de \$360, en rapport avec la fourniture et la livraison d'une ambulance automobile, pour le Département de Police.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

11.—Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant la remise à M. L. Clément, d'un dépôt de \$10.20, en rapport avec la démolition de certaines bâtisses, situées sur la rue Saint-Jacques.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

12.—(23955) Soumise une communication de M. F. L. Wanklyn, représentant la Compagnie du Pacifique Canadien, demandant l'établissement d'un poste de cochers, dans la cour de la Gare Viger.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

13.—(22668) Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, sur la demande de la "Montreal Laundry, Ltd.", pour le privilège de changer la location d'une voûte, sous le trottoir de la ruelle Busby.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the above mentioned resolution, authorizing the payment of an account of \$27,300 to the W. E. Seagrave Co., be repealed, and that the Law Department be requested to report anent the delay in the delivery of automobile tractors, as appears in the report of the Purchasing and Sales Agent.

7.—Submitted three series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, to the respective sums of \$18,083.84, \$30,601.28, \$10,477.95, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

8.—The Board resumed consideration of the budget for 1915.

During the consideration of the budget, Ald. Lapointe suggested that an increase be granted to all the employees receiving salaries of \$700 per annum and less, and the City Comptroller and Auditor was requested to furnish a list of said employees.

9.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: Considering that there is a certain number of former civic employees to whom the City pays a pension, that the Municipal Assistance Department be instructed to centralize the pay-lists for said pensions and control the same.

10.—Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that Mr. Victor Lévesque be refunded a deposit of \$360 made in connection with the supply and delivery of an automobile-ambulance for the Police Department.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

11.—Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that Mr. L. Clément be refunded a deposit of \$10.20 made in connection with the demolition of certain buildings on St. James street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved:

12.—(23955) Submitted a letter from Mr. F. L. Wanklyn, representing the Canadian Pacific Railway Company, asking that a cabstand be established in Viger Station Yard.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Police for a report.

13.—Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, anent the application of the Montreal Laundry Ltd., for permission to change the location of its vault, under the sidewalk in Busby Lane.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: De recommander au Conseil l'octroi du permis demandé, aux conditions mentionnées au rapport de l'Ingénieur-Surintendant de la Voirie.

14.—(23976) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de l'action prise, par M. Joseph Haché, contre la Cité de Montréal, en payant au demandeur une somme de \$300, en capital, intérêts et frais.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

15.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 24 du courant, à 3.00 hrs p.m.

L. N. SENEAL,  
Secrétaire.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said permission be granted on the conditions mentioned in the report of the Engineer Superintendent of the Road Department.

14.—(23976) Submitted a report from the Law Department, recommending that an action taken by Mr. Joseph Haché, against the City of Montreal be settled by paying to the Plaintiff a sum of \$300 in capital, interests and costs.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

15.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 24th instant, at 3 o'clock p.m.

L. N. SENEAL,  
Secretary.

**COMMISSION SPECIALE**

**chargée d'étudier un rapport des Commissaires, recommandant la construction d'un égout dans l'avenue Hingston.**

Compte rendu de l'assemblée du 23 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins Ménard, Macdonald, Elie et Rochon.

Sur la proposition de M. l'échevin Rochon, M. l'échevin Ménard est nommé président de cette Commission.

1.—Soumise et lue copie d'une résolution du Conseil en date du 18 novembre courant, constituant cette Commission.

Déposée aux archives.

2.—Etant pris en considération le rapport soumis pour étude à la Commission,

Après discussion, il est

Résolu: Que rapport soit fait au Conseil, recommandant que le rapport du Bureau des Commissaires soit adopté, mais exprimant en même temps le désir que, à l'avenir, aucune préférence ne soit faite en faveur de tel ou tel quartier, en ce qui concerne l'exécution de travaux.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,  
Secrétaire.

**SPECIAL COMMITTEE**

**appointed to consider a report from the Board of Commissioners, recommending that a sewer be laid in Hingston avenue.**

Report of meeting held on the 23rd November 1914.

Present: Ald. Ménard, Macdonald, Elie and Rochon.

On motion of Ald. Rochon,

Ald. Ménard was appointed Chairman of this Committee.

1.—Submitted and read a copy of the resolution of the Council adopted on the 18th November instant, appointing this Committee.

Filed of record.

2.—The report submitted to this Committee for examination being considered,

After discussion, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the report of the Board of Commissioners be adopted, but expressing at the same time the desire that, in future, no preference should be given to such or such a ward, as regards the performance of works.

Adjourned.

L. N. SENEAL,  
Secretary.

## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 23 novembre 1914.

Son Honneur le Maire M. Martin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, et MM. Ainey, Côté, Hébert et McDonald, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et adopté.

### REQUETES.

1.—De la Montreal Water & Power Co., refusant de se conformer aux ordres de la Ville de poser une conduite d'eau dans la rue LeCaron.

2.—Des contribuables du quartier LonguePointe, se plaignant de l'empiètement du Canadian Northern Ry.  
Renvoyées au Bureau des Commissaires.

3.—De contribuables, demandant que soit établi un arrêt de tramways à l'angle de la rue Roy et du Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BLUMENTHAL, il est

Résolu: De renvoyer cette requête au Bureau des Commissaires, avec prière de demander à la Compagnie des Tramways de Montréal d'établir un arrêt de tramway à cet endroit.

4.—Du Président du Bureau des Estimateurs, re évaluation des rues privées.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. THERRIEN, il est

Résolu: Que ladite communication soit déposée aux archives et que copie en soit transmise à MM. les échevins Macdonald et Blumenthal.

5.—Du Département en Loi, déclarant illégal certain projet de règlement, à l'effet d'amender le Règlement No 352, re égouts.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ladite communication soit renvoyée à la Commission de Législation, avec prière d'inclure dans les prochains amendements à la Charte un amendement autorisant la Cité à adopter le projet de règlement préparé par le Greffier de la Cité, suivant les recommandations du Conseil, en rapport avec le paiement du coût de certains égouts, et que, d'ici à ce que ces pouvoirs aient été obtenus de la Législature, le Bureau des Commissaires soit prié de ne pas insister pour forcer la perception des taxes d'égouts sur certains immeubles qui se trouveront exemptés de ces taxes lorsque le projet de règlement approuvé en principe par le Conseil aura été finalement adopté.

### RAPPORTS.

6.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de reverser au Fonds d'Emprunt, un montant de \$90,328.10.

## CITY COUNCIL

Report of special meeting held on the 23rd Nov. 1914.

His Worship the Mayor, Mr. M. Martin, in the Chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, and Messrs. Ainey, Côté, Hébert and McDonald, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

### PETITIONS.

1.—From Montreal Water & Power Co., declining to carry out City's order to lay a water pipe in LeCaron street.

2.—From ratepayers, Longue Pointe Ward, complaining of encroachment by Canadian Northern Railway.  
Referred to the Board of Commissioners.

3.—From ratepayers, asking that a car-stop be established corner Roy street and St. Lawrence Boulevard.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BLUMENTHAL, it was

Resolved: That said petition be referred to the Board of Commissioners, with a request that they ask the Montreal Tramways Co. to establish a car-stop at that point.

4.—From Chairman, Board of Assessors, re assessment of private streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. THERRIEN, it was

Resolved: That said communication be filed of record and that a copy of the same be transmitted to Ald. Macdonald and Blumenthal.

5.—From Law Department, declaring illegal certain draft of by-law to amend By-law No. 352 re-sewers.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said communication be referred to the Legislation Committee with a request that they include in the next amendments to the Charter an amendment authorizing the City to adopt the draft of by-law which has been prepared by the City Clerk, as per recommendation of the Council, in connection with the payment of the cost of certain sewers, and that until such time as said authorization has been obtained from the Legislature, the Board of Commissioners be requested not to insist on the collection of the sewer assessments on certain immoveables which will be exempted from such assessments when the draft of by-law approved, in principle, by the Council, has been finally adopted.

### REPORTS.

6.—From Board of Commissioners, to revert to Loan Fund an amount of \$90,328.10.



Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

7.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler certaines réclamations s'élevant en tout à \$1,326.98.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

8.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler une action prise par M. O. Latreille, contre la Cité, pour un montant de \$1,800 et \$47.65 pour les frais.

M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'éch. VANDELAC,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Et un débat s'engageant.

M. Charles Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité, est appelé devant le Conseil pour répondre à certaines questions.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. GIROUX,

M. Laurendeau répond à certaines questions qui lui sont posées à ce sujet par les membres du Conseil.

Et, un nouveau débat s'engageant, ladite motion étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Létourneau, Mayrand, Turcot, Blumenthal, Houlé, Ménard, Vandellac, Loranger, Hushion, Dubeau, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—22.

Contre: Ward, Boyd, Bastien, Giroux, Larivière, Rubenstein, Weldon, Therrien—8.

Ladite motion est ainsi adoptée et il est

Résolu: En conséquence.

9.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler la poursuite de Joseph Haché vs La Cité, pour la somme de \$300.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ST-PIERRE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

10.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de la construction de ponts entre l'île de Montréal, l'île Perrot et le comté de Vaudreuil.

Sur proposition de M. l'éch. ELIE, appuyée par M. l'éch. BARBEAU, il est

Résolu: Que ce rapport soit retourné au Bureau des Commissaires, avec prière d'obtenir un nouveau rapport des ingénieurs de la Cité sur les travaux qu'il faudrait faire pour relier par un tablier les ponts des compagnies de chemin de fer entre l'île de Montréal et le comté de Vaudreuil, et en outre où serait le meilleur endroit pour construire des ponts pour piétons et voitures, entre l'île de Montréal et le comté de Vaudreuil, ainsi qu'un plan ou dessin de ces travaux et un estimé comparatif du coût des deux projets.

11.—Du Bureau des Commissaires, soumettant un rapport du Département en Loi au sujet de la couverture de la Petite Rivière St-Pierre.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. RUBENSTEIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et que copies en soient transmises à MM. les échevins Létourneau et Elie.

12.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Montreal Laundry, Ltd." de changer une voûte de place.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WELDON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

13.—De la Commission de Législation, re passages des bestiaux dans les rues.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

7.—From Board of Commissioners, to settle certain claims amounting in the aggregate to \$1,326.98.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

8.—From Board of Commissioners, to settle action taken by Mr. O. Latreille against the City for the sum of \$1,800 and \$47.65 costs.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. VANDELAC,

That said report be received and adopted.

And a debate arising,

Mr. Charles Laurendeau, Chief City Attorney, was called before the Council to answer certain questions and

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. GIROUX,

Rule 129 having been suspended,

Mr. Laurendeau answered certain questions bearing upon the question at issue put to him by the members of the Council.

And a further debate arising, said motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Létourneau, Mayrand, Turcot, Blumenthal, Houlé, Ménard, Vandellac, Loranger, Hushion, Dubeau, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—22.

Nays: Ward, Boyd, Bastien, Giroux, Larivière, Rubenstein, Weldon, Therrien—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

9.—From Board of Commissioners, to settle the case of Joseph Haché vs. the City for the sum of \$300.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

10.—From Board of Commissioners, re construction of bridges between the Island of Montreal, Perrot Island and the County of Vaudreuil.

On motion of Ald. ELIE, seconded by Ald. BARBEAU, it was

Resolved: That said report be referred back to the Board of Commissioners with a request that they obtain a further report from the City Engineers on the works which would have to be done in order to connect by a platform the bridges of the railway companies between the Island of Montreal and the County of Vaudreuil, and as to the most suitable location for the erection of bridges for pedestrians and vehicles between the Island of Montreal and the County of Vaudreuil, as well as a plan or sketch of such works and a comparative estimate of the cost of both projects.

11.—From Board of Commissioners, submitting report from Law Department re covering up of Little River St. Pierre.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. RUBENSTEIN, it was

Resolved: That said report be received and that a copy thereof be transmitted to Ald. Létourneau and Elie.

12.—From Board of Commissioners, to allow the Montreal Laundry Ltd. to change location of vault.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WELDON, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

13.—From Legislation Committee, re driving of cattle through streets.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

14.—De la Commission de Législation, re projet de M. l'éch. Larivière, au sujet de l'immigration.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

15.—De la Commission Spéciale nommée pour étudier le rapport du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$35,300 pour la construction d'un égout dans l'avenue Hingston.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que la Règle III des Règles du Conseil soit suspendue et que le rapport du Bureau des Commissaires et celui de la Commission Spéciale maintenant devant le Conseil, soit reçu et adopté.

#### INTERPELLATIONS.

16.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires, avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par (a) M. l'échevin Lavergne, au sujet de la construction d'une voie de tramway sur le Square de l'Hôtel-de-Ville; (b) M. l'échevin Blumenthal, demandant une réponse à une question posée par lui à une assemblée antérieure au sujet de la pierre extraite du canal de l'aqueduc; (c) M. l'échevin Pauzé, au sujet de l'incompétence de certains chefs de départements.

M. l'échevin L. A. Lapointe soumet une série de questions au Contrôleur de la Cité et à l'Ingénieur en Chef de la Cité, sur les méthodes de comptabilité dans le Département du Contrôleur, avec prière d'y répondre.

Que le Contrôleur de la Cité soit prié de fournir au Conseil les renseignements suivants:

#### COMPTABILITE GENERALE

1.—Le Comptable en Chef de la Cité, — le Contrôleur de la Cité — a-t-il les moyens de se mettre rapidement et exactement au fait de toutes les phases de l'administration financière de la Cité?

2.—Le système de comptabilité est-il sur une base telle qu'il n'y ait pas lieu d'apporter d'améliorations à l'administration du bureau du Contrôleur?

3.—Par les livres du Contrôleur, est-il possible de constater d'un coup d'oeil:

- (a) Combien d'argent il y a dans le trésor;
- (b) Combien d'argent est dû à la Cité;
- (c) Combien d'argent a été voté pour l'administration des divers départements municipaux;
- (d) Combien d'argent a été dépensé sur les crédits votés ou autrement;
- (e) Quelle est la balance non dépensée qui reste sur les crédits votés;
- (f) Combien il y aura encore d'argent de disponible pour l'administration;
- (g) Combien la Cité a perdu en fait de taxes et d'autres créances irrécouvrables;
- (h) Combien d'argent la Cité doit et quelle est la nature de ses dettes;
- (i) Quelles sont les obligations que la Cité a assumées par contrats;
- (j) Quelle est la valeur des biens meubles et immeubles de la Cité;

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

14.—From Legislation Committee, re proposal of Ald. Larivière, concerning immigration.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

15.—From Special Committee re report of Board of Commissioners for an appropriation of \$35,300 for the construction of a sewer in Hingston avenue.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That Rule III of the Rules of Council be suspended and that the report of the Board of Commissioners and that of the Special Committee now before the Council be received and adopted.

#### QUESTIONS.

16.—Certain questions were put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by (a) Ald. Lavergne, re construction of a tramway line, City Hall Square; (b) Ald. Blumenthal, for a reply to previous question re stone excavated from aqueduct canal; (c) Ald. Pauzé, concerning the incompetency of certain heads of departments.

Ald. L. A. Lapointe put a series of questions to the City Comptroller and Chief Engineer of the City, concerning the accounting system in the Comptroller's Department, with a request that they reply thereto.

That the City Comptroller be requested to kindly supply the Council with the following information:

#### GENERAL ACCOUNTING.

1.—Has the Chief Accounting Officer of the City, the City Comptroller, prompt and accurate command and information regarding all the phases of the City's business?

2.—Is the accounting system on such a basis as to exclude all improvements in the administration of the Comptroller's office?

3.—Will the Comptroller's books show at a glance:

- (a) How much money there is in the Treasury;
- (b) How much money is owing to the City;
- (c) How much money has been appropriated for the conduct of the various branches of the City Government;
- (d) How much money has been expended under these appropriations or otherwise;
- (e) How much of the appropriations remains unexpended;
- (f) How much money will be available for further appropriations;
- (g) What the City's losses have been from uncollectible taxes and other due bills;
- (h) How much money the City owes and the character of that indebtedness;
- (i) What the City's contractual obligations are;
- (j) What is the value of the City's property;

- (k) Quelles ont été ou quelles seront probablement les pertes de la Cité à raison de mauvaises dettes;
- (l) Quelles charges en faveur de la Cité ont été déduites ou annulées par les différents départements?
- (m) Est-ce que les livres du Contrôleur indigent, en tout temps, si les achats de matériaux ou de marchandises faits par la Cité sont dans les limites des montants votés ou mis de côté pour chaque genre spécifique de matériaux ou de marchandises ou s'ils excèdent ces montants?

4.—Dans le cas où ces renseignements ne pourraient être obtenus d'après le système de comptabilité du Contrôleur, en tout ou en partie, ne serait-il pas à propos et dans l'intérêt public d'établir un grand-livre général dans lequel seraient consignés, par chapitres séparés, des sommaires de toutes les transactions financières de la Cité?

5.—D'après ce grand-livre, ne serait-il pas possible de dresser un bilan mensuel où les balances des divers comptes seraient inscrites par groupes, disposés suivant la connexité et la corrélation des différents item et présentant, en lettres et en chiffres, un exposé clair et précis de la situation financière de la Cité?

6.—Ne serait-il pas possible, par cette méthode, de constater d'un coup d'oeil si une personne, société ou corporation qui doit de l'argent à la Cité a été relevée de son obligation, en tout ou en partie, à l'insu du Contrôleur?

7.—Comme accessoires de ce grand-livre général, ne serait-il pas à désirer qu'il y eut dans le bureau du Contrôleur divers "registres subsidiaires" et, dans les différents départements, des "régistres à l'appui", qui concorderaient nécessairement avec les comptes dans le grand-livre général qui se trouverait dans le bureau du Contrôleur?

#### EMPRUNTS ET DETTE.

8.—Est-ce que les dispositions de la Charte, relatives à l'émission d'obligations et d'emprunts à long terme sont de nature à sauvegarder les intérêts des contribuables et à assurer la prospérité de la Cité?

9.—Est-ce que le système en vogue en ce qui concerne l'émission d'emprunts temporaires, soit en anticipation des taxes ou autrement, est satisfaisant, et est-ce que le mode de procéder, lorsqu'il s'agit de contracter un emprunt, est bien conforme aux principes d'une saine administration financière?

#### TRAVAUX PUBLICS.

Que l'Ingénieur en Chef de la Cité soit prié de fournir au Conseil les renseignements suivants:

10.—Est-ce que les diverses branches des travaux publics, telles que la construction et l'entretien des pavages, le nettoyage des rues, les ouvrages de construction en général, l'entretien et le nettoyage des égouts, l'exploitation de l'aqueduc, l'inspection des édifices, etc., sont coordonnées de manière que la responsabilité pour chaque entreprise puisse être définitivement fixée, que la sphère d'action de chaque membre du personnel soit parfaitement délimitée et que le meilleur résultat puisse être obtenu?

11.—Est-ce que les différents pavages qui ont été construits répondent respectivement aux exigences du trafic?

12.—Est-ce que les méthodes employées pour le nettoyage des rues sont les meilleures qui existent pour tenir les pavages en état de propreté et pour les conserver, et est-ce que toute l'économie possible est pratiquée dans les dépenses faites de ce chef?

13.—Est-ce que les dispositions du règlement de construction sont strictement appliquées, et quels sont les moyens que l'on prend pour contrôler le travail des inspecteurs des bâtiments?

- (k) What its losses have been or are likely to be from bad debts;
- (l) What charges in favor of the City have been reduced or cancelled by the different departments;
- (m) Will the Comptroller's books show at all times, whether the City's purchases of any material or merchandise are within or without the monies voted or set aside for each specific material or merchandise.

4.—In the event of this information not being obtainable from the Comptroller's accounting system, in whole or in part, would it not be advisable and in the public interest to install a general ledger in which would be recorded, in proper accounts, summaries of all financial transactions of the City?

5.—From this ledger, would it not be possible to prepare a monthly balance sheet in which the balances of the several accounts would be set forth in such functional groupings as their relationship requires and presenting, in words and figures, clear pictures of the City's financial condition?

6.—Would it not be possible by this method to ascertain at a glance if any person, firm or corporation from whom money is due to the City, has been relieved from his or its obligation, either in whole or in part, without the Comptroller's knowledge?

7.—As an adjunct to this general ledger, would it not be desirable to have in the Comptroller's office various "subsidiary records" and, in the different departments, "supporting records" which would necessarily be in accord with the comptrolling accounts in the general ledger in the Comptroller's office.

#### LOANS AND DEBTS.

8.—Are the provisions relating to the issue of bonds or other long term loans such as to conserve the interest of the tax-payers and make for the welfare of the City?

9.—Is the practice in vogue relating to the borrowing of money on temporary loans, either in anticipation of taxes or otherwise, satisfactory, and does the entire procedure incident to borrowing conform to sound financial management?

#### PUBLIC WORKS.

That the Chief Engineer be requested to kindly supply the Council with the following information:

10.—Are the public works functions such as the construction and maintenance of pavements, street cleaning, general construction, maintenance and cleaning of sewers, operation of water-works, inspection of buildings, etc., so coordinated that responsibility for each undertaking is definitely fixed, duplication of effort avoided and the best result assured?

11.—Do the different pavements which have been laid meet the respective traffic demands?

12.—Are the methods of cleaning streets most conducive to cleanliness, conservation of pavements and carried on at the lowest possible cost?

13.—Are the provisions of the Building Code strictly enforced and what methods are used to control the work of the building inspectors?

14.—Est-ce que l'exploitation de l'aqueduc rapporte un profit; dans l'affirmative, quel est ce profit?

Son Honneur le Maire ayant quitté la salle du Conseil, M. l'échevin Houlé, Maire-Suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

## MOTIONS.

17.—M. l'éch. MENARD, appuyé par M. l'éch. WELDON,

Propose: Attendu que le système de comptabilité et financier pourrait être amélioré, il est

Résolu: Que MM. Pelletier et Arnoldi reçoivent instructions de préparer un rapport sur les améliorations ou les changements qu'ils jugeront à propos de recommander.

18.—M. l'éch. DUBEAU, appuyé par M. l'éch. LORANGER,

Propose: Attendu que le 13 octobre dernier, le Conseil a nommé une Commission pour s'enquérir du bien-fondé des nombreuses plaintes au sujet de l'évaluation des propriétés, et sur la manière de procéder, de la compétence des évaluateurs, etc., et que, depuis, certains projets et suggestions relativement à l'évaluation ont été soumis à cette Commission pour étude;

Attendu que le travail de cette Commission est très important et qu'elle n'a pu encore en arriver à des conclusions définitives;

Qu'il soit

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié de ne pas procéder à la nomination des Estimateurs pour l'exercice prochain avant que cette Commission en soit arrivé à un résultat et ait soumis ses recommandations au Conseil.

## AVIS DE MOTIONS.

19.—De M. l'échevin Létourneau, à l'effet de prohiber la construction de certaines bâtisses.

20.—De M. l'échevin L. A. Lapointe, à l'effet d'amender le Règlement No 296, re passage des bestiaux à travers les rues.

## ORDRE DU JOUR.

21.—Etant lu l'ordre du jour à l'effet de considérer un avis de motion de M. l'échevin St-Pierre pour un referendum, re maintien du Bureau des Commissaires,

M. l'éch. ST-PIERRE, appuyé par M. l'éch. VANDELAC,

Propose: Que le Greffier de la Cité reçoive instruction de faire tout ce qui est nécessaire afin de soumettre aux électeurs en général, le premier lundi de février 1915, la question suivante:

"Etes-vous en faveur du système d'administration de la ville par un Bureau des Commissaires?"

Les électeurs devront répondre à cette question par une croix vis-à-vis les mots suivants:

14.—Is the water-works plant operated at cost or does the same produce a profit and, if so, what profit?

His Worship the Mayor having left the Council Chamber, Ald. Houlé, Acting Mayor, took the Chair.

## MOTIONS.

17.—Ald. MENARD moved, seconded by Ald. WELDON,

Whereas the accounting and financial system of the City might be improved, it was

Resolved: That Messrs. Pelletier and Arnoldi be instructed to prepare for Council a report showing the improvements or changes which they deem advisable to recommend.

18.—Ald. DUBEAU moved, seconded by Ald. LORANGER,

Whereas, on the 13th October ult., the Council appointed a Committee to ascertain whether the numerous complaints which are being made in connection with the valuation of properties are founded or not, and to inquire into the method followed, the competence of the assessors, etc., and, since then, certain projects and suggestions with regard to the assessment of real estate have been submitted to the said Committee for consideration;

Whereas the work of such Committee is most important and the latter has not yet been able to reach any definite conclusions, be it

Resolved: That the Board of Commissioners be requested not to proceed with the appointment of the Assessors for the ensuing year until the said Committee has reached a result and submitted its recommendations to the Council.

## NOTICES OF MOTIONS.

19.—By Ald. Létourneau, to prohibit the construction of certain dwellings.

20.—By Ald. L. A. Lapointe, to amend by-law No. 296 re driving of cattle through the streets.

## ORDER OF THE DAY.

21.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. St-Pierre for a referendum re maintenance of the Board of Commissioners.

Ald. ST-PIERRE moved, seconded by Ald. VANDELAC,

That the City Clerk be instructed to take the necessary steps in order to submit to the electors at large, on the 1st Monday of February 1915, the following question:

"Are you in favor of the system of administration of the City by a Board of Commissioners?"

The electors to reply to this question by a cross opposite the following words:

"Pour l'administration de la Ville par un Bureau des Commissaires."

"Contre l'administration de la Ville par un Bureau des Commissaires."

Que le Bureau des Commissaires soit aussi respectueusement prié de voter les fonds nécessaires afin de donner au Greffier les moyens de donner effet à cette résolution.

M. l'éch. LAVERGNE, appuyé par M. l'éch. WELDON, propose

En amendement: Que ladite proposition soit renvoyée à la Commission de Législation pour étude et rapport.

Son Honneur le Maire reprend le fauteuil de la présidence, et

Un débat s'engageant,

M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'éch. BOYD, propose en sous-amendement:

Attendu que la Législature Provinciale à sa session de 1909, a adopté une loi établissant un Bureau des Commissaires, élu par le peuple et définissant les fonctions dudit Bureau;

Attendu que cette loi décrétait en outre qu'un referendum devrait être tenu et que ce Bureau des Commissaires ne serait établi que si la majorité des électeurs se prononçait en faveur de ce nouveau mode d'administration;

Attendu que le referendum qui a eu lieu au cours du mois de septembre 1909, a démontré que la majorité des électeurs était favorable au changement proposé;

Attendu qu'à la session de 1910, la Législature, sans consulter les électeurs par referendum, a accordé au Bureau des Commissaires des pouvoirs bien plus étendus que ceux qu'il avait déjà;

Attendu qu'à la session de 1912, la Législature, sans consulter les électeurs par referendum, sous prétexte de faire cesser les sujets de discorde entre le Bureau des Commissaires et le Conseil, a de nouveau accordé audit Bureau, des pouvoirs qui le rendaient, quant à l'administration, indépendant du Conseil de Ville;

Que ce Conseil croit donc que le referendum proposé serait inopportun, inutile et n'aurait aucun effet pratique tant que la Législature n'aura pas exprimé son intention de modifier le système actuel.

Déclaré hors d'ordre par Son Honneur le Maire en vertu de la Règle 54.

Et un nouveau débat s'engageant, le vote étant pris sur l'amendement, le Conseil se partage.

"For the administration of the City by a Board of Commissioners."

"Against the administration of the City by a Board of Commissioners."

That the Board of Commissioners be also respectfully requested to vote the funds required in order to give the City Clerk the means of carrying this resolution into effect.

Moved in amendment by Ald. LAVERGNE, seconded by Ald. WELDON,

That said motion be referred to the Legislation Committee for examination and report.

His Worship the Mayor took the Chair, and a debate arising,

Moved in sub-amendment by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD,

Whereas the Provincial Legislature, at its session of 1909, adopted a law establishing a Board of Commissioners, elected by the people, and defining the functions of said Board;

Whereas said law furthermore enacted that a referendum was to be held and that such Board of Commissioners would only be established in the event of the majority of the electors pronouncing themselves in favor of this new mode of administration;

Whereas the referendum held during the month of September 1909 has shown that the majority of the electors were in favor of the proposed change;

Whereas, at the session of 1910, the Legislature, without consulting the electors by referendum, granted to the Board of Commissioners far more extensive powers than those they already had;

Whereas, at the session of 1912, the Legislature, without consulting the electors by referendum, under the pretence of eliminating the causes for discord between the Board of Commissioners and the Council, conferred upon the said Board of Commissioners further powers, which made them, as regards the administration, independent of the City Council;

That this Council is therefore of opinion that the proposed referendum would be inopportune, useless and would have no practical effect as long as the Legislature has not expressed its intention of modifying the present system.

Ruled out of order by His Worship the Mayor in virtue of Rule 54.

And a further debate arising, the vote being taken on the amendment, the Council divided:

Pour: Ward, Létourneau, Turcot, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Chartrand, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—14.

Contre: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Boyd, Mayrand, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Rubenstein, Vandelac, Therrien, Denis, St-Pierre, Elie—16.

Ainsi il est rejeté.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'éch. BOYD, propose:

Attendu que la Législature Provinciale à sa session de 1909, a adopté une loi établissant un Bureau des Commissaires, élu par le peuple et définissant les fonctions dudit Bureau;

Attendu que cette loi décréait en outre qu'un referendum devrait être tenu et que ce Bureau des Commissaires ne serait établi que si la majorité des électeurs se prononçait en faveur de ce nouveau mode d'administration;

Attendu que le referendum qui a eu lieu au cours du mois de septembre 1909, a démontré que la majorité des électeurs était favorable au changement proposé;

Attendu qu'à la session de 1910, la Législature, sans consulter les électeurs par referendum, a accordé au Bureau des Commissaires des pouvoirs bien plus étendus que ceux qu'il avait déjà;

Attendu qu'à la session de 1912, la Législature, sans consulter les électeurs par referendum, sous prétexte de faire cesser les sujets de discorde entre le Bureau des Commissaires et le Conseil, a de nouveau accordé audit Bureau, des pouvoirs qui le rendaient, quant à l'administration, indépendant du Conseil de Ville;

Que ce Conseil croit donc que le referendum proposé serait inopportun, inutile et n'aurait aucun effet pratique tant que la Législature n'aura pas exprimé son intention de modifier le système actuel.

Et un nouveau débat s'engageant, ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Boyd, Macdonald, Blumenthal, Rubenstein, Weldon, Loranger, Elie—11.

Contre: Létourneau, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Vandelac, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—19.

Ainsi il est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Yeas: Ward, Létourneau, Turcot, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Chartrand, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—14.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Boyd, Mayrand, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Rubenstein, Vandelac, Therrien, Denis, St-Pierre, Elie—16.

So it passed in the negative.

And a further debate arising,

Moved in amendment by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD,

Whereas the Provincial Legislature, at its session of 1909, adopted a law establishing a Board of Commissioners, elected by the people, and defining the functions of said Board;

Whereas said law furthermore enacted that a referendum was to be held and that such Board of Commissioners would only be established in the event of the majority of the electors pronouncing themselves in favor of this new mode of administration;

Whereas the referendum held during the month of September 1909 has shown that the majority of the electors were in favor of the proposed change;

Whereas, at the session of 1910, the Legislature, without consulting the electors by referendum, granted to the Board of Commissioners far more extensive powers than those they already had;

Whereas, at the session of 1912, the Legislature, without consulting the electors by referendum, under the pretence of eliminating the causes for discord between the Board of Commissioners and the Council, conferred upon the said Board of Commissioners further powers, which made them, as regards the administration, independent of the City Council;

That this Council is therefore of opinion that the proposed referendum would be inopportune, useless and would have no practical effect as long as the Legislature has not expressed its intention of modifying the present system.

And a further debate arising, said amendment being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Boyd, Macdonald, Blumenthal, Rubenstein, Weldon, Loranger, Elie—11.

Nays: Létourneau, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Vandelac, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—19.

So it passed in the negative.

The main motion being put, the Council divided:

Pour: N. Lapointe, Létourneau, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Vandelac, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—19.

Contre: L. A. Lapointe, Ward, O'Connell, Boyd, Macdonald, Blumenthal, Rubenstein, Weldon, Loranger, Elie, Rochon—11.

Ainsi elle est adoptée et il est

Résolu: En conséquence.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD,

Le Conseil s'ajourne à mercredi prochain, le 25 courant à 3 heures, pour continuer le présent ordre du jour.

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,  
Sous-Greffier de la Cité.

Yeas: N. Lapointe, Létourneau, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Houlé, Ménard, Vandelac, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne—19.

Nays: L. A. Lapointe, Ward, O'Connell, Boyd, Macdonald, Blumenthal, Rubenstein, Weldon, Loranger, Elie, Rochon—11.

So it was carried and  
Resolved: Accordingly.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD,

The Council adjourned until Wednesday next, the 25th instant, at 3 o'clock, to continue the present order of the day.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst.-City Clerk.

